Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 17 avril 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°615 ■

Chronique Eco

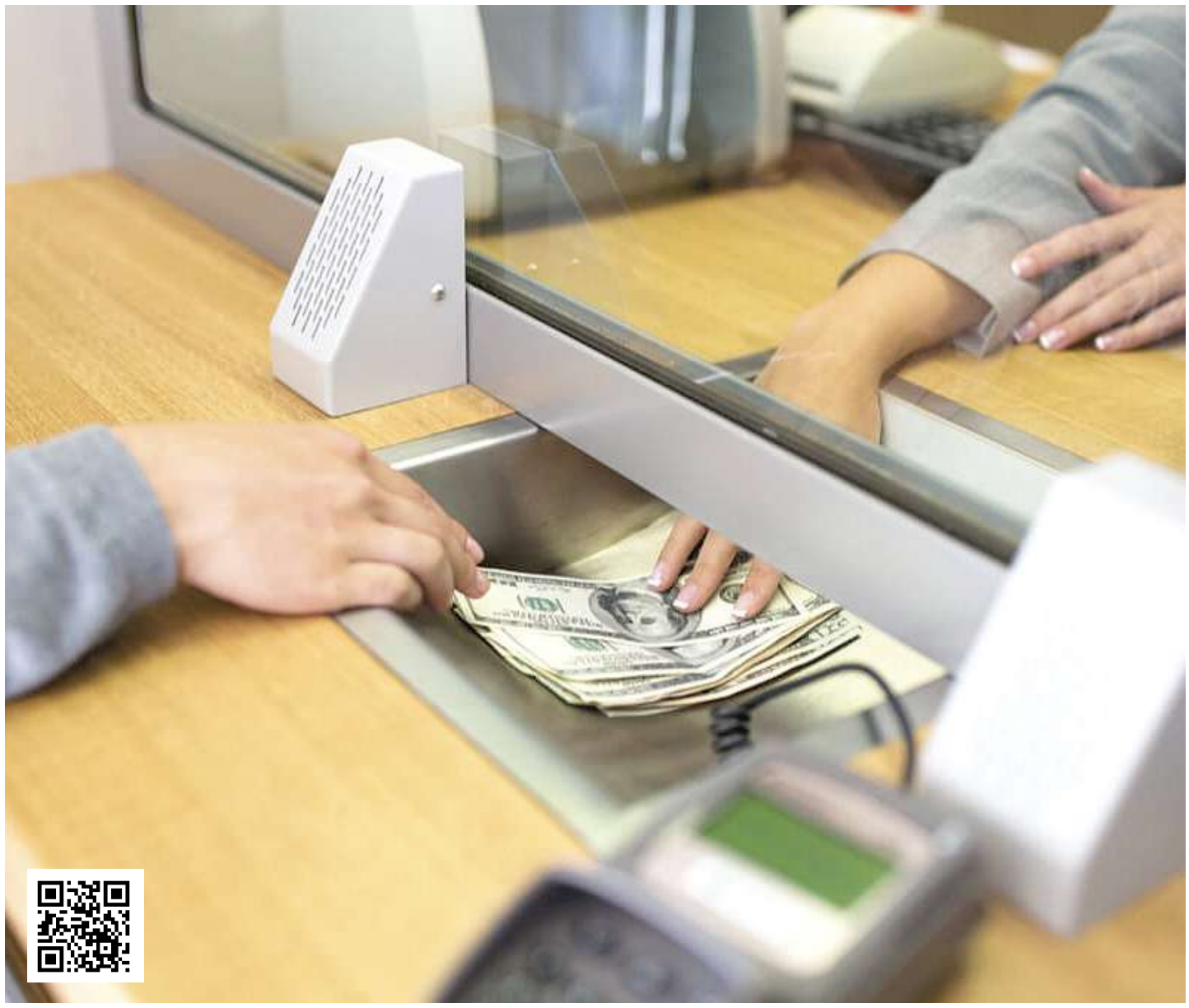
La ré-industrialisation du pays en marche : un nouvel ordre institutionnel est nécessaire

P 16

TRANSFERTS DE FONDS DE LA DIASPORA ALGÉRIENNE

De nouveaux produits bancaires spécifiques à l'étude

Face à une diaspora de plus en plus jeune, qualifiée et désireuse d'investir dans son pays d'origine, les autorités algériennes entament une nouvelle dynamique. Au cœur de cette orientation, la mise en place de produits bancaires spécifiques destinés aux Algériens de l'étranger. Le Secrétaire d'État chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, a confirmé l'ouverture de discussions avec la Banque d'Algérie en vue de capter davantage les transferts de fonds de la diaspora, mais surtout de les orienter vers des investissements structurants. P 3



BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL

Ouverture de cinq filières principales en septembre 2025

Cinq filières principales seront ouvertes dès septembre prochain, dans le cadre du baccalauréat professionnel et touchera dans une première étape 13 wilayas, a indiqué hier le directeur de l'organisation et du suivi de la formation au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Seddik Koudil.

P 2

FORUM ALGÉRO-AMÉRICAIN DE L'ENERGIE 2025

Sonatrach signe deux accords avec Occidental Petroleum

Le président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, accompagné d'une délégation de haut niveau, a pris part aux travaux du forum algéro-américain de l'Energie 2025, tenu à Houston (Etats-Unis), durant lequel il a réaffirmé l'engagement constant de Sonatrach à explorer de nouvelles perspectives d'investissement. Lors de son discours inaugural Rachid Hachichi a plaidé pour un partenariat durable gagnant-gagnant. En marge des travaux, Sonatrach signe deux accords avec la compagnie américaine Occidental Petroleum.

P 3

PLUS DE 150 EXPOSANTS ATTENDUS AU ICT AFRICA SUMMIT 2025

L'innovation et l'intégration digitale au menu

Du 21 au 23 avril, Alger accueillera un rendez-vous stratégique pour le futur numérique du continent africain. L'ICT Africa Summit 2025 se tiendra au Palais des Expositions des Pins Maritimes, avec pour thème central « Unlocking Digital Horizons ». Cet événement d'envergure se positionne comme un espace de réflexion et d'action autour de l'innovation, du développement technologique et de l'intégration digitale en Afrique.

P 5

LE SUIVI DES DÉVELOPPEMENTS DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un impératif pour soutenir la cybersécurité nationale P 4

RACCORDEMENT DU PROJET «BALADNA» EN ÉNERGIE

Sonelgaz mobilise d'importantes ressources P 5

FORUM MARITIME D'ALGER

Le rôle des sociétés de classification et des assurances maritimes souligné P 5

BLIDA

Des drones pour détecter les départs de feu pour la première fois cet été

La Conservation des forêts de Blida a fait part, mercredi, de son intention de déployer, pour la première fois cette année, des drones pour détecter les départs de feu afin de réduire les pertes causées par les incendies de forêts. Le conservateur local des forêts, Mohamed Mokadem, a expliqué que la wilaya de Blida, dans le cadre des mesures visant à réduire les pertes dues aux incendies de forêt et protéger le patrimoine forestier qu'elle recèle, devrait bénéficier cette année, pour la première fois, de drones pour détecter de façon précoce les départs de feu afin d'assurer une intervention rapide et d'éviter leur propagation sur le reste du milieu forestier. Ces appareils modernes seront dédiés à mener des opérations de reconnaissance à longueur de journée, notamment pendant la haute saison des incendies en été, en se concentrant sur les points noirs qui enregistrent souvent des incendies chaque année, comme le Parc national de Chréa et les zones montagneuses de la partie est de la wilaya. Dans le cadre des mesures proactives de prévention des incendies de forêt, la conservation des forêts mettra en œuvre un programme de maintenance et de remplissage de 91 points d'eau et de quatre bassins de stockage d'eau situés dans les milieux forestiers et qui sont destinés à alimenter en eau les camions de pompiers et les hélicoptères lors de leur intervention. Dans le même contexte, des travaux ont récemment été lancés pour aménager 58 km de sentiers forestiers au niveau des communes de Souhane, Larbaâ, Bouguerra, Bouinan, Chiffa, Ain Romana, qui devraient être achevés avant juin prochain, selon la même source.

BACCALAURÉAT PROFESSIONNEL

Ouverture de cinq filières principales en septembre 2025

Cinq filières principales seront ouvertes dès septembre prochain, dans le cadre du baccalauréat professionnel et touchera dans une première étape 13 wilayas, a indiqué hier le directeur de l'organisation et du suivi de la formation au ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Seddik Koudil.

Par S R.

Il s'agit des filières énergie et environnement, industries manufacturières, électronique et mécanismes, mécanique et électromécanique, et agriculture. Ces dernières comprennent chacune plusieurs spécialités, précise-t-il, adaptées aux spécificités de chaque wilaya et à la nature du marché du travail au niveau local.

Le même responsable a affirmé, dans une déclaration à l'APS, que l'enseignement dans ces spécialités sera dispensé dans une première étape, dans «14 lycées professionnels répartis sur 13 wilayas, équipés de technologies modernes et renforcés par des cadres spécialisés pour accueillir la première promotion dès septembre 2025».

Ces lycées professionnels sont destinés aux «élèves de 4e année moyenne, admis au cycle d'enseignement post obligatoire et qui pourront bénéficier d'un enseignement de trois (03) ans couronné par un baccalauréat professionnel. Le programme comprend des cours d'enseignement général, techniques et professionnels ainsi que des périodes de formation en milieu professionnel», a explique Koudil.

Il a, en outre, fait savoir que des « contenus et des programmes, dans les domaines académique et technique, ont été élaborés» et que « des manuels et des guides professionnels sont en phase de préparation», précisant qu'«une semaine d'information sur le baccalauréat professionnel sera prochainement organisée».

Le baccalauréat professionnel est «un diplôme national officiel attribué par l'Etat et délivré par le Centre national des examens et concours de la formation et de l'enseignement professionnels», ajoute le responsable.

Ce diplôme atteste d' «une qualification professionnelle qui ouvre la perspective de poursuivre l'enseignement dans des filières techniques dans des instituts ou centres d'excellence, ou accéder au monde de l'emploi, à travers la pratique d'une profession ou la création de projets dans le cadre de l'entrepreneuriat». Pour rappel, le baccalauréat professionnel s'inscrit dans le cadre des réformes du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels ainsi que des recommandations issues des assises nationales du secteur.

SÉCURISATION ET PÉRENNISATION DES APPROVISIONNEMENTS EN CARBURANT

Réunion multisectorielle de coordination

Les ministres de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, de l'Industrie, des Transports, et de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ont tenu, avant-hier, une réunion de coordination au siège du ministère de l'Energie, consacrée à l'examen des moyens de renforcer la sécurisation et la pérennisation des approvisionnements en carburant et du transport des hydrocarbures au niveau national, dans le cadre du soutien à la sécurité énergétique nationale.

Cette réunion a été coprésidée par le ministre d'Etat, ministre de l'Energie et des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, le ministre des Transports, Saïd Sayoud et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, précise le communiqué du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables. Etaient présents à cette rencontre des responsables du secteur, à l'instar du secrétaire général du groupe Sonatrach, du président-directeur général (P-dg) de Naftal, et du P-dg du groupe Logitrans, ainsi que des cadres des ministères concernés et des représentants d'entreprises économiques nationales. Les ministres ont affirmé la nécessité d'unifier les efforts et d'intensifier la coordination entre les secteurs pour garantir un service public efficace, notamment face à la hausse de la demande et à l'expansion de la carte de consommation, estimant que l'approvisionnement régulier en carburant est l'un des piliers de la sécurité énergétique et du développement économique national. La réunion a été couronnée par un accord sur l'élaboration d'un plan d'action commun et dynamique comprenant la modernisation de l'infrastructure, le renforcement des moyens de transport et de stockage, le développement de systèmes numériques de surveillance des réseaux, et la formation des ressources humaines, dans le but de garantir la pérennité de l'approvisionnement du marché national en hydrocarbures.

Synthèse R E.

JOURNÉE DU SAVOIR

L'AAST organise «la semaine du savoir» à partir de samedi

L'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST) organisera, à partir de samedi prochain, la "Semaine du savoir", durant laquelle une série d'activités scientifiques et de rencontres seront organisées dans plusieurs wilayas du pays, indique mercredi un communiqué de l'Académie. Le coup d'envoi de cette manifestation, organisée dans le cadre de la Journée du savoir célébrée le 16 avril de chaque année, sera donné depuis le lycée "Ibn Al-Haytham" à Alger, en présence du ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui. La première journée sera marquée par la présentation de plusieurs conférences portant sur des thèmes liés à "l'intelligence artificielle, l'informatique quantique, l'eau, le changement climatique et la valorisation des déchets", émaillées de séances-débat entre académiciens et élèves. A l'Université "Badji Mokhtar" (Annaba), plusieurs conférences sur les mathématiques et la société auront lieu dimanche prochain, les activités devant prendre fin par une visite dans les différents départements de l'université. Dans le même contexte, le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA), sis à Biskra, abritera mardi prochain des activités de la "Semaine du savoir" dont des conférences axées sur les secteurs de l'agriculture et de la santé, et abordant notamment les thèmes des "pesticides homologués en Algérie et de la stratégie de lutte contre les défis des régions arides", accompagnées également de sessions de débat sur ces sujets, ajoute le communiqué. A Oran, plus précisément à l'Aniversité "Mohamed Ben Ahmed" et au théâtre régional de la wilaya, un programme incluant plusieurs conférences autour des "grands risques", axées sur "les séismes et leur impact sur le développement socio-économique et le dessalement de l'eau en Algérie", est prévu jeudi prochain.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TRANSFERTS DE FONDS DE LA DIASPORA ALGÉRIENNE

De nouveaux produits bancaires spécifiques à l'étude

Face à une diaspora de plus en plus jeune, qualifiée et désireuse d'investir dans son pays d'origine, les autorités algériennes entament une nouvelle dynamique. Au cœur de cette orientation, la mise en place de produits bancaires spécifiques destinés aux Algériens de l'étranger. Le Secrétaire d'État chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, a confirmé l'ouverture de discussions avec la Banque d'Algérie en vue de capter davantage les transferts de fonds de la diaspora, mais surtout de les orienter vers des investissements structurants.

Par Mourad A.

En 2022, les transferts de fonds de la communauté algérienne établie à l'étranger ont atteint 1,7 milliard de dollars, un chiffre important, mais jugé encore en deçà du potentiel réel. « Notre diaspora a changé. Elle est aujourd'hui composée en grande partie de jeunes et de compétences, avec des revenus plus élevés et un regard tourné vers l'investissement », a souligné le responsable dans une déclaration à la radio nationale « Chaîne III ». Outre ces efforts de mobilisation, les autorités algériennes s'attellent à lever les obstacles administratifs et juridiques qui freinent encore l'implication économique de la diaspora. Des réformes sont en cours d'étude afin de simplifier les procédures d'accès au logement, à l'investissement ou encore à un régime de retraite en Algérie. L'objectif est clair : transformer les liens affectifs avec la patrie en apports concrets pour le développement national.

Cette stratégie d'ouverture s'accompagne d'une modernisation du réseau consulaire algérien. Numérisation des services, amélioration de la qualité d'accueil, généralisation des prestations à distance… Le ministère des Affaires étrangères entend offrir aux Algériens de l'étranger un service public digne et accessible, notamment à travers les 14 secteurs prioritaires définis en collaboration avec le Haut-Commissariat à la Numérisation. Une autre avancée majeure concerne l'adhésion prochaine de l'Algérie à la Convention de La Haye sur la postille, qui permettra aux membres de la diaspora d'alléger les procédures de légalisation de documents. Un changement attendu de longue date, qui devrait notamment bénéficier aux nombreux Algériens immatriculés dans les pays du Golfe, en France, au Canada et aux États-Unis. À travers cette approche renouvelée, Alger espère bâtir une relation durable, plus fluide et plus constructive avec sa communauté à l'étranger. « La diaspora représente un levier stratégique pour le renouveau national », a affirmé Sofiane Chaïb. Reste désormais à concrétiser ces engagements sur le terrain, dans les banques, dans les consulats, et dans la vie quotidienne de ceux qui, bien que vivant loin, n'ont jamais tourné le dos à leur pays.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

L'Algérie réalise des «progrès importants» en matière d'indicateurs de santé

L'Algérie a réalisé des "progrès importants" dans les indicateurs de santé dans le cadre de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030, fixés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a déclaré, mercredi à Tiaret, le directeur de la population au ministère de la Santé, Omar Ouali. M. Ouali a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge du lancement, aux côtés du représentant de l'OMS en Algérie, Fanuel Habimana, des quatrièmes ateliers régionaux sur les ODD dans le secteur de la santé, que "l'Algérie est en avance par rapport à de nombreux pays dans la réalisation des 13 cibles définies dans le cadre du troisième objectif de la stratégie mondiale de développement durable, notamment en ce qui concerne la mortalité maternelle et néonatale". Sur la base des statistiques de 2019, l'Algérie a enregistré 48,5 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes, visant à atteindre un taux inférieur à 20 décès d'ici 2030, alors que la moyenne mondiale est de 70 décès. En ce qui concerne les décès néonataux, le pays a enregistré 22 décès pour 100.000 naissances vivantes, et les efforts sont en cours pour progresser dans d'autres domaines afin de respecter les échéances. De son côté, le représentant de l'OMS en Algérie, Fanuel Habimana, a salué les réalisations en déclarant : "Un rapport des Nations Unies sur la stratégie mondiale de développement durable dans le domaine de la santé, publié en 2024, montre que l'indice de l'Algérie est le plus élevé parmi les pays africains, ce qui est encourageant pour atteindre les objectifs sanitaires fixés d'ici 2030". Il a souligné que l'objectif de ces ateliers est d'identifier des actions locales cohérentes avec les objectifs nationaux et mondiaux, et de renforcer la dynamique de planification et les capacités à travers une approche participative multisectorielle.

DEMANDE PÉTROLIÈRE MONDIALE

L'OPEP revoit à la baisse ses prévisions pour 2025

L'OPEP a revu à la baisse ses prévisions de croissance de la demande pétrolière mondiale pour 2025, pointant du doigt les données du premier trimestre et les tarifs commerciaux américains récemment annoncés comme facteurs clés de cette révision. Dans son dernier rapport mensuel, le groupe des producteurs de pétrole s'attend désormais à ce que la demande augmente de 1,3 million de barils par jour l'année prochaine, soit 150 000 bpj de moins que son estimation précédente. Le groupe a également revu à la baisse les projections de croissance économique mondiale pour 2025 et 2026, citant l'incertitude croissante liée à l'évolution de la dynamique commerciale. "L'économie mondiale a montré une tendance à la croissance stable au début de l'année ; cependant, les dynamiques récentes liées au commerce ont introduit une plus grande incertitude", indique le rapport. Malgré cette révision à la baisse, les perspectives de l'OPEP restent parmi les plus optimistes de l'industrie, le groupe prévoyant une croissance continue de l'utilisation du pétrole à long terme. Pour 2026, l'OPEP prévoit une augmentation de la demande de 1,28 million de bpj, contre 1,43 million de bpj précédemment. La demande totale est désormais estimée à 105,05 millions de bpj en 2025 et à 106,33 millions de bpj en 2026. L'OPEP a également revu à la baisse ses prévisions concernant la production de liquides hors OPEP+, tablant sur une croissance de 910 000 bpj en 2025 et de 900 000 bpj en 2026, soit une baisse de 100 000 bpj pour les deux années. Les États-Unis ont été le principal contributeur à la révision de ces chiffres, avec une production projetée de 400 000 bpj en 2025 et 380 000 bpj en 2026, contre des estimations antérieures de 450 000 et 460 000 bpj. En termes de production actuelle, la production de l'OPEP+ a diminué en mars de 37 000 bpj pour atteindre 41,02 millions de bpj, principalement en raison des réductions opérées par le Nigeria et l'Irak. Toutefois, le Kazakhstan a augmenté sa production dans les mêmes proportions, dépassant une fois de plus son quota OPEP+. Sa production en mars a atteint 1,852 million de bpj, dépassant la limite convenue de 1,468 million de bpj pour le premier trimestre. L'OPEP+ devrait augmenter sa production en avril et en mai dans le cadre d'un retour progressif aux précédentes réductions de production destinées à stabiliser le marché.

Agence

FORUM ALGÉRO-AMÉRICAIN DE L'ENERGIE 2025

Sonatrach signe deux accords avec Occidental Petroleum

Par Réda Hadi

Le président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, accompagné d'une délégation de haut niveau, a pris part aux travaux du forum algéro-américain de l'Energie 2025, tenu à Houston (Etats-Unis), durant lequel il a réaffirmé l'engagement constant de Sonatrach à explorer de nouvelles perspectives d'investissement. Lors de son discours inaugural Rachid Hachichi a plaidé pour un partenariat durable gagnant-gagnant.

En marge des travaux, Sonatrach signe deux accords avec la compagnie américaine Occidental Petroleum.

A l'ouverture des travaux, Hachichi a réaffirmé l'engagement constant de Sonatrach à explorer de nouvelles perspectives d'investissement, notamment dans le domaine des hydrocarbures, des énergies renouvelables, de l'hydrogène, de l'efficacité énergétique et de la réduction de l'empreinte carbone.

Il a également souligné les efforts constants déployés par Sonatrach pour maintenir sa position en tant que fournisseur sûr et fiable, en s'appuyant sur des infrastructures modernes et des réalisations importantes dans le domaine de l'exploration. M. Hachichi a, en outre, rappelé les avantages et les incitations offerts aux investisseurs par la loi algérienne sur les hydrocarbures, ainsi que les importantes ressources dont dispose l'Algérie dans le domaine des énergies traditionnelles et renouvelables.

Une opportunité donc pour procéder à la conclusion de 2 accords de partenariat avec Occidental Petroleum. Ces deux sociétés sont déjà liées par un accord de coopération dans le cadre du contrat signé le 19 juillet 2022 pour l'exploitation du périmètre de Berkine, l'une des zones les plus prometteuses du sud algérien.

Cela a été rapporté dans un communiqué officiel de la Sonatrach, précisant que les accords visent à renforcer et à élargir la coopération bilatérale dans le secteur des hydrocarbures.

Le premier mémorandum concerne la définition d'un cadre technique pour les discussions sur le développement des gisements carbonatés, une zone située en milieu marin ou lacustre, caractérisée par un relief topographique plus ou moins accentué et par une forte production de matériel carbonaté autochtone.

Le deuxième vise à promouvoir l'application de techniques avancées de récupération assistée du pétrole (EOR), afin d'augmenter la production et d'améliorer les taux de récupération des ressources existantes.

La délégation algérienne était conduite par le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, accompagné de hauts représentants du secteur énergétique du pays nord-africain, dont Mourad Belkham, président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), et Amine Remini, directeur général des hydrocarbures au ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables.

Le Forum, organisé par le Conseil d'affaires algéro-américain et la Chambre de commerce bilatérale algéro-américaine, avec le soutien de l'ambassade d'Algérie à Washington, a vu la participation de plusieurs représentants de grandes sociétés énergétiques américaines, dont ExxonMobil, Chevron, Air Products, Occidental et Hecate.

IL BONDISSAIT DE 1,57% À 3302,12 DOLLARS

L'or poussé à de nouveaux sommets par la guerre commerciale

Les incertitudes provoquées par la nouvelle politique commerciale de la Maison-Blanche continuaient de pousser l'or vers de nouveaux records mercredi. Le métal jaune a franchi la barre symbolique des 3300 dollars l'once. Hier mercredi matin, l'once d'or bondissait de 1,57% à 3302,12 dollars. "Sans surprise, l'escalade des tensions commerciales continue de stimuler l'appétit pour l'or", remarque Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote.
L'affaiblissement du dollar joue un rôle dans l'appréciation du métal précieux: "Le dollar américain reste sous la pression de la guerre commerciale qui commence à avoir des conséquences concrètes pour les entreprises américaines et alimente les craintes de récession aux États-Unis", rappelle ainsi l'analyste. "Les fonds spéculatifs américains vendent non seulement des actions américaines, mais aussi des actions européennes pour se porter sur l'or (...), le franc suisse et à la surprise générale l'euro qui devient une valeur refuge", a relevé Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM.

MONNAIE

Le dollar reprend du terrain, la livre se distingue face à l'euro

Le dollar a quelque peu rebondi mardi, alors que les incertitudes douanières américaines persistent, tandis que la livre sort du lot après des données sur l'emploi britannique confortant une approche prudente vis-à-vis des baisses de taux d'intérêt. Vers 18H50 GMT, le billet vert gagne 0,70% par rapport à l'euro, à 1,1270 dollar pour un euro. Le Dollar Index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, prend quant à lui 0,63% et repasse au-dessus de la barre des 100 points, à 100.26 points. Par ailleurs, la devise britannique se distingue face à l'euro, gagnant 0,86% face à la monnaie européenne, à 85,32 pence pour un euro. Selon des chiffres officiels publiés mardi, le taux de chômage au Royaume-Uni est resté stable à 4,4% lors des trois mois terminés en février, tout comme la croissance des salaires (hors primes), en hausse de 5,9%.

LE SUIVI DES DÉVELOPPEMENTS DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un impératif pour soutenir la cybersécurité nationale

Les participants à un forum national organisé mardi à Oum El Bouaghi par la sûreté de wilaya de concert avec l'université, et dédié à l'intelligence artificielle (IA), ont estimé que le suivi des développements de l'intelligence artificielle est "impératif pour soutenir la cybersécurité nationale". "La direction générale de la sûreté nationale (DGSN) est pleinement consciente du fait que le développement technologique ultrarapide, notamment dans le domaine de l'IA, représente à la fois un acquis et un défi", a indiqué le contrôleur de police Youcef Bouchemal, représentant du DGSN, lors des travaux de ce forum intitulé "Le rôle de l'intelligence artificielle dans la promotion de la sécurité durable et la protection de l'avenir", organisé à l'université Larbi Ben M'hidi d'Oum El Bouaghi . Le développement dans ce domaine "ouvre de larges horizons en matière d'innovation et d'amélioration de la qualité de vie, mais pose de sérieux défis dans le domaine de la cybersécurité, qui a pris de l'importance", a-t-il souligné, ajoutant que "cela est démontré et pris en charge à travers la stratégie nationale de transformation numérique adoptée pour renforcer les Institutions de l'Etat contre les menaces internes et externes" . Pour sa part, Moncef Belfrak, expert international en cybersécurité et en IA, a présenté une communication sur "la cybersécurité en Algérie, le danger des cyberattaques pour l'économie nationale et les mécanismes pour y faire face afin de créer un environnement économique sûr". Il s'est notamment penché sur les capacités de l'IA et la manière dont elle peut contribuer à la cybersécurité qui "protège la cybersouveraineté nationale en utilisant différentes applications et programmes d'intelligence artificielle à même de protéger les informations et les données des citoyens, tout en répondant aux cyberattaques de manière rapide". Dans une allocution prononcée à cette occasion, le président du forum, le Pr Sofiane Zaidi, a indiqué, de son côté, que "l'objectif de l'organisation de cette manifestation scientifique, en marge de laquelle s'est tenue une exposition des innovations des étudiants et des organismes de sécurité dans le domaine de l'intelligence artificielle, est de "couvrir les aspects techniques, juridiques et stratégiques des applications de l'IA, en particulier dans le domaine de la cybersécurité". Pour rappel, ce forum, inauguré par le wali d'Oum El Bouaghi, Benabdallah Chaib Eddour, en présence des autorités locales civiles et sécuritaires, a réuni des universitaires et des chercheurs de 15 universités du pays.

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Lancement de 5 projets d'extension du réseau de fibre optique à Batna

Une opération portant sur la réalisation de 5 projets relatifs à l'extension du réseau de fibre optique, sur une distance de 81 km, vient d'être lancée dans la wilaya de Batna, a-t-on indiqué, mercredi, à la direction opérationnelle d'Algérie Télécom. Cette opération, inscrite au titre de l'exercice 2025, procède de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'Algérie Télécom visant la généralisation des services internet à haut et à très haut débit dans toutes les régions, y compris les zones isolées, a indiqué Hicham Layadi, chargé de l'information à la direction, dans une déclaration à l'APS. Selon M. Layadi, la mise en place de la fibre optique sera opérée entre les communes d'Ichemoul et d'Inoughissen, sur une distance de 5,4 km, entre les communes d'Ichemoul et d'Arris sur 20,5 km, entre Ayoun El Assafir et El Madher (19 km) et entre Seriana et Oued El Ma (cité Ben Ali), sur un linéaire de 18 km. Cette opération vient compléter le développement du réseau de fibre optique qui a atteint jusqu'à présent, dans la wilaya de Batna, une longueur de 2.190 km, permettant la connexion d'un grand nombre de communes et de groupes d'habitations à cette technologie, améliorant le service de l'internet dans de nombreux secteurs vitaux, selon la même source.

COMMERCE

Réunion de coordination entre Zitouni et Rezig

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, et le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, ont coprésidé, mardi, une réunion de coordination ayant regroupé des cadres des deux secteurs et des instances sous tutelle, et ce, après l'installation de M. Rezig dans ses nouvelles fonctions, indique un communiqué conjoint des deux ministères. Lors de cette rencontre, M. Zitouni a précisé que l'approvisionnement régulier des marchés, la disponibilité des produits et la stabilité des prix constituent la pierre angulaire d'une politique d'exportation réussie, soulignant la nécessité de renforcer la coordination continue entre les deux secteurs. Pour sa part, M. Rezig a mis en avant l'importance de l'unification des visions et de la complémentarité des rôles entre les deux ministères, affirmant qu'une préparation efficace à l'exportation passe par la réalisation de l'autosuffisance et l'étroite coordination avec les services du commerce intérieur, notamment en matière de contrôle, de qualité et de conformité. A ce titre, les deux ministres ont donné des instructions aux cadres des deux secteurs pour le renforcement de la coordination sur le terrain et la mise en place de groupes de travail conjoints chargés de suivre les dossiers d'intérêt commun. Au terme de la rencontre, les deux ministres ont réaffirmé leur engagement à œuvrer de concert pour atteindre les objectifs tracés, dans le cadre d'une approche fondée sur la complémentarité entre efforts internes et ouverture sur l'extérieur, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour bâtir une économie moderne, forte et performante.

Mercuriale

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 15 افريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 15 Avril 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	104	118	90	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	98	113	84	الطماطم	
	Oignon sec	66	73	58	البصل الجاف	
	Ail sec	648	727	570	الثوم الجاف	
	Carotte	76	85	66	الجزر	
	Navet	96	108	85	لفت	
	Petit pois	157	176	138	الجلبانة	
	Fève verte	89	101	77	الفول الاخضر	
	Courgette	86	98	73	الكوسة	
	Haricot vert	265	294	236	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	98	110	85	الخس	
Fruits frais	Orange	102	131	72	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	112	137	86	الليمون	
	Pomme locale	561	698	424	التفاح المحلي	
	Datte	547	686	408	التمر	
	Banane	521	553	489	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1773	1909	1638	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	366	379	353	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-0,88	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	36536	51 150 400,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	-0,35	2,99	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	3,83	1,32	12,10	5,43	118707	273 026 100,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,68	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-6,94	2,03	-	0	0,00

PLUS DE 150 EXPOSANTS ATTENDUS AU ICT AFRICA SUMMIT 2025

L'innovation et l'intégration digitale au menu

Du 21 au 23 avril, Alger accueillera un rendez-vous stratégique pour le futur numérique du continent africain. L'ICT Africa Summit 2025 se tiendra au Palais des Expositions des Pins Maritimes, avec pour thème central « Unlocking Digital Horizons ». Cet événement d'envergure se positionne comme un espace de réflexion et d'action autour de l'innovation, du développement technologique et de l'intégration digitale en Afrique.

Par Mourad A.

Porté par le haut patronage de plusieurs ministères et soutenu par le Groupe Télécom Algérie, partenaire officiel, ce sommet réunira plus de 150 exposants ainsi que de nombreux décideurs publics, chefs d'entreprises, experts en transformation digitale et jeunes pousses innovantes. Les organisateurs entendent faire de cette édition une plateforme continentale majeure pour accélérer la digitalisation et stimuler la coopération interafricaine dans le secteur des TIC. Lors d'une conférence de presse organisée hier, Bachir Taj Eddine, commissaire du sommet, a exprimé sa vision pour cette édition 2025. Selon lui, l'événement dépasse de loin le cadre d'une exposition technologique classique. Il s'agit, a-t-il déclaré, de « créer un véritable carrefour des idées et des projets où les solutions numériques viennent répondre à des problématiques concrètes de développement. Ce sommet est une opportunité unique de faire dialoguer les secteurs public et privé autour de l'innovation, tout en donnant la parole à ceux qui façonnent déjà le numérique africain de demain».

Le programme s'articulera autour de plusieurs espaces de dialogue, où seront abordés des sujets essentiels pour le développement du continent. Des forums thématiques permettront d'explorer, entre autres, la transformation numérique des administrations, l'impact des technologies sur les secteurs énergétique et pharmaceutique, ainsi que les innovations dans les infrastructures aéroportuaires. Ces espaces de réflexion visent à croiser les expériences nationales et régionales et à encourager l'émergence de politiques publiques plus connectées aux réalités du terrain. La cérémonie d'ouverture, attendue le 21 avril, sera marquée par la présence de nombreuses personnalités des hautes sphères de l'État, traduisant ainsi l'importance stratégique que l'Algérie accorde à cette rencontre continentale. Parallèlement aux conférences, le sommet prévoit des démonstrations technologiques portées par des universités, des start-ups et des opérateurs télécoms. Ces initiatives bénéficieront d'un cadre propice à la valorisation de leur savoir-faire, notamment à travers une compétition d'innovation.

La santé numérique en ligne de mire

Parmi les domaines mis en lumière, la santé numérique occupe une place de choix. L'évolution technologique dans ce secteur est perçue comme un levier crucial pour améliorer la qualité des soins, notamment dans les régions où l'accès est encore limité. Hamida Kettab, présidente de la Fédération algérienne des associations de malades atteints de cancer, a souligné l'enjeu que représente le numérique pour la prise en charge des patients. Elle a déclaré : « Le recours aux technologies de l'information peut transformer la manière dont nous suivons les patients, particulièrement ceux atteints de maladies chroniques. Mais les inégalités persistent. Il est impératif que les innovations numériques servent aussi à combler le manque de spécialistes dans certaines wilayas, notamment dans le Sud. Nous appelons les start-ups à penser des outils concrets, adaptés à ces réalités ».

Cette édition de l'ICT Africa Summit prend également une dimension régionale renforcée grâce à sa convergence avec d'autres événements phares comme le Digital Africa Summit, le salon ICT Maghreb et la participation d'acteurs de l'écosystème Alvetic. Ensemble, ces rendez-vous constituent une plateforme élargie de collaboration, d'échange et de co-construction des solutions numériques africaines.

FORUM MARITIME D'ALGER

Le rôle des sociétés de classification et des assurances maritimes souligné

Par R E.

Le rôle déterminant des sociétés de classification et des assurances maritimes dans le développement durable et la sécurité du secteur maritime a été souligné par des experts et professionnels participant à la 2e édition du Forum maritime d'Alger (FMA), tenu mercredi à Alger. Lors de cet événement organisé par Global Trade Support (GTS), sous le thème "Sécurité, conformité et gestion des risques dans l'industrie maritime moderne", les intervenants ont insisté sur l'importance des normes établies par les sociétés de classification pour la conception, la construction et l'entretien des navires. En veillant à ce que les navires répondent aux exigences en matière de sécurité, de performance et de protection de l'environnement, ces sociétés jouent un rôle "central", ont affirmé les participants, soulignant que "leur mission est d'autant plus cruciale dans un secteur confronté à une évolution constante, marquée par des réglementations de plus en plus complexes et des défis techniques toujours plus exigeants". Parallèlement, les assurances maritimes apparaissent comme un pilier "fondamental" pour la pérennité du secteur, en couvrant les risques liés aux activités maritimes, notamment les incidents en mer, les dommages aux cargaisons ou encore les responsabilités juridiques, ont précisé les experts.

Les débats ont également porté sur les enjeux actuels et les innovations technologiques dans le domaine maritime. A ce titre, Abdelkrim Rezal, expert auprès du ministère des Transports, a mis en exergue les priorités de l'heure : le respect des normes environnementales et de sécurité, ainsi que l'intégration de technologies avancées pour une meilleure prévention des accidents. De son côté, Konstantin Petrov, représentant de l'Association internationale des sociétés de classification (IACS), a mis l'accent sur les innovations technologiques et le recours à des carburants alternatifs, qui pourraient contribuer à atteindre la neutralité carbone dans le secteur maritime.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen des modalités de mise en œuvre des instructions du président de la République devant les opérateurs économiques

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen des modalités de mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, devant les opérateurs économiques, ainsi qu'à l'examen de communications relatives aux secteurs de la numérisation, de l'Enseignement supérieur, de la Santé et de la Solidarité, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

En effet, durant cette réunion, le Gouvernement a examiné le dossier de la création de deux instances chargées de la régulation du commerce extérieur et de la promotion des exportations hors hydrocarbures, ainsi que la création d'un guichet unique pour accompagner, encadrer et orienter les projets d'investissement.

L'accent a également été mis sur la nécessité de prendre toutes les mesures qui s'imposent en matière d'accompagnement des jeunes porteurs de projets d'investissement, à travers l'exploitation des micro-zones d'activités opérationnelles au niveau des communes, et de prendre toutes les dispositions requises pour la mise en œuvre des opérations prioritaires, de renforcer l'offre foncière au profit de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, et d'adapter les règles applicables aux communes et actualiser leur classification en adéquation avec leur réalité urbaine et aux exigences de développement.

Par ailleurs, le Gouvernement a examiné la version finale de l'avant-projet de loi relative à l'état civil, enrichie conformément aux orientations données par Monsieur le Président de la République lors du Conseil des ministres tenu le 21 avril 2024, notamment en ce qui concerne l'introduction de dispositions pour l'adaptation au processus de numérisation, ainsi qu'aux exigences de promotion des services publics fournis aux citoyens et la simplification des procédures y afférentes.

D'autre part, le Gouvernement a entendu une communication relative à la réforme et à la promotion des œuvres universitaires, ayant porté sur plusieurs aspects dans le cadre d'une démarche globale, visant à assurer une meilleure qualité des prestations fournies aux étudiants et à moderniser et développer leur gouvernance. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur le projet de plan national autisme 2025-2029, comprenant un certain nombre de mesures pour une prise en charge optimale des enfants autistes sur les plans médical, social et éducatif, et à leur fournir, ainsi qu'à leurs familles, le soutien nécessaire, et ce, en exécution des directives données par Monsieur le Président de la République".

RACCORDEMENT DU PROJET «BALADNA» EN ÉNERGIE

Sonelgaz mobilise d'importantes ressources

Synthèse R E.

Le Président-directeur général du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a affirmé que le groupe a pris une série de mesures proactives afin d'assurer l'alimentation en électricité et en gaz du projet "Baladna" pour la production de lait en poudre dans la wilaya d'Adrar. Ces mesures comprennent la mobilisation de ressources humaines et techniques importantes, selon un communiqué publié hier par le groupe.

Cette annonce a été faite lors de la réception, au siège de la direction générale de Sonelgaz, d'une délégation de l'entreprise qatarie "Baladna", conduite par son président du conseil d'administration, Ali El-Ali. Lors de cette rencontre, les parties ont examiné les mesures prises par les filiales de Sonelgaz pour accélérer les études techniques liées au raccordement du projet aux réseaux électrique et gazier. Selon le communiqué, cette réunion s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations des hautes autorités du pays visant à encourager l'investissement étranger et à soutenir le programme national de sécurité alimentaire. Elle reflète également l'engagement de Sonelgaz à honorer ses engagements envers ce projet stratégique, qui s'inscrit dans le partenariat algéro-qatari.

Le président du conseil d'administration de Baladna a, de son côté, souligné l'envergure du projet et l'importance de son raccordement énergétique, saluant la qualité de la coordination et l'efficacité démontrée par les équipes de Sonelgaz dans la présentation de solutions et de propositions initiales.

M. Adjal a assuré que le groupe, à travers ses différentes filiales, a déjà entamé des démarches anticipées dès la première phase du projet, mobilisant des moyens humains, techniques et matériels afin de garantir un approvisionnement dans les délais les plus courts. Il a réitéré l'engagement de Sonelgaz à fournir toutes les facilités nécessaires à la réussite du projet.

La rencontre s'est conclue, selon la même source, par un accord sur le lancement d'une équipe de travail conjointe entre Sonelgaz et Baladna dès aujourd'hui (hier ndlr). Cette équipe sera chargée d'étudier la feuille de route proposée par Sonelgaz, laquelle comprend des solutions immédiates et définitives servant de base à l'élaboration du cadre contractuel entre les parties concernées, y compris le ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

À noter que le projet "Baladna" est un projet intégré de production de lait en poudre dans le sud de l'Algérie, précisément dans la wilaya d'Adrar, avec un investissement estimé à 3,5 milliards de dollars. Ce projet est le fruit d'un partenariat mixte entre le Fonds national d'investissement (à hauteur de 49 %) et la société qatarie de produits laitiers "Baladna" (51 %). Il permettra de couvrir environ 50 % des besoins de l'Algérie en poudre de lait produite localement, tout en approvisionnant le marché national en viande rouge.

EL MENIAÂ

L'EPH colonel Mohamed Chaâbani se dote de10 appareils d'hémodialyse

L'établissement public hospitalier (EPH) colonel Mohamed Chaâbani d'El Meniaâ a été doté de 10 appareils d'hémodialyse, ont indiqué mardi les responsables du secteur de la santé de la wilaya .
Cette opération vise la modernisation d'équipements médicaux de cette structure hospitalière, dont six (6) appareils de ce quota seront mis en service prochainement, notant que le service d'hémodialyse de cet établissement de santé dispose de 21 appareils, a expliqué à l'APS le directeur par intérim de la santé, Hamza Fathallah.
Destinés à améliorer les prestations de santé , ces nouveaux équipements médicaux , permettront une meilleur prise en charge médicale des patients atteints d'insuffisance rénale de la région , notamment la réservation des rendez-vous des séances de dialyse, et assurent également la continuité des prestations pour les autres appareils ,a-t-il ajouté.
De leur côté, des citoyens d'El Meniaâ ont salué cette démarche, qui traduit, ont-ils estimé, la volonté des pouvoirs publics d'améliorer les prestations de santé au profit de la population de cette jeune wilaya .

ALGER

Le wali inspecte les travaux de réhabilitation du parc d'Oued Smar

Le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi a effectué, mardi, une visite d'inspection du parc urbain d'Oued Smar, en vue de s'enquérir des travaux d'aménagement de cette infrastructure, en prévision de son ouverture prochaine, indique un communiqué de la wilaya.

Le wali a écouté des exposés détaillés sur les projets en cours de réalisation pour l'amélioration de l'infrastructure du parc, à travers l'installation des systèmes de traitement du biogaz extrait du site en vue de son utilisation dans l'éclairage du parc, l'entretien du mobilier urbain et l'aménagement des différents pistes intérieures.
Il s'agit également de la réalisation d'une salle de projection et d'un musée qui documente les étapes de transformation du site de décharge publique en parc écologique, outre une salle de conférences et un laboratoire.
Il est question, en outre, d'étendre le parking pour accueillir 1.200 véhicules, avec la poursuite des travaux de réalisation de parkings supplémentaires au niveau d'autres espaces du parc.
M. Rabehi a également inspecté les travaux d'aménagement de la passerelle pour piétons, ainsi que l'espace dédiée à la réalisation d'une piscine semi-olympique.
A cette occasion, le wali a rassuré quant à la livraison des projets dans les délais impartis, à travers le système de travail (8x3), tout en renforçant les moyens humains et matériels en vue d'accélérer la cadence des travaux, enlever les déchets solides et de chantier et nettoyer le périmètre du site.
Le wali d'Alger a également insisté sur la nécessité de réaménager les entrées du parc, de consacrer des aires de jeux aux enfants et d'accélérer les travaux de couverture d'Oued Smar, a conclu le communiqué.

EL-MEGHAÏER

Portes ouvertes sur la ferme de démonstration et de production des semences d'Aghafiane

Le coup d'envoi des journées portes ouvertes sur la ferme de démonstration et de la production de semences (FDPS) d'Aghafiane, wilaya d'El-Meghaïer, a été donné mardi, en vue de faire connaitre les activités et efforts de développement de l'agronomie assurées par cette structure.
Cette manifestation vise à vulgariser les diverses activités de la FDPS, son rôle dans la promotion de l'agronomie saharienne, à travers une exposition retraçant les activités et programmes pédagogiques de cette station à l'intérieur et l'extérieur du pays. Les expériences acquises dans divers segments culturaux et la valorisation des efforts déployés par les cadres de l'institut technique de développement de l'agronomie saharienne (ITDAS) de Biskra en termes d'accompagnement et d'appui des agriculteurs, ont également été mises en avant lors de ces portes ouvertes. Intervenant à cette occasion, la directrice de la FDPS, l'agronome Halima Khaled, a indiqué que cet évènement régional devra être mis à profit par les agriculteurs et les stagiaires des instituts et centres de formation agricole afin de s'imprégner des activités de cette structure, ses expériences et les méthodes et techniques scientifiques adoptées pour promouvoir les activités agricoles dans la région.
L'occasion a été mise à profit pour engager des débats et passer en revue des expériences agricoles menées au niveau des champs de démonstration de cette ferme, notamment dans les domaines de la phœniciculture, la céréaliculture et les cultures stratégiques.
Relevant de la l'ITDAS de Biskra, coiffant également les wilayas de Touggourt et El-Oued, la FDPS d'Aghafiane, fait partie des quatre stations d'expérimentation agricole, réparties dans différents écosystèmes sahariens, à savoir dans les wilayas de Biskra, Ouargla, Adrar et Bechar.

AÏN TEMOUCHENT

Une production d'environ 450.000 quintaux de céréales attendue

Une production d'environ 450.000 quintaux de céréales est attendue à Aïn Temouchent, durant la campagne de moisson-battage de la saison agricole en cours, a-t-on appris, mardi, du directeur des Services agricoles de la wilaya, Kada Mehdi Mohamed. Lors de la cérémonie d'installation du Comité de wilaya chargé du suivi de la campagne de moisson-battage, le responsable a précisé que "la production escomptée est estimée à 449.092 quintaux, dont 167.372 quintaux de blé dur, 18.170 quintaux de blé tendre et 257.465 quintaux d'orge", indiquant que "tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour garantir le succès de cette campagne". Le secteur a mobilisé 646 moissonneuses-batteuses, dont 54 relevant des coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS) d'Aïn Temouchent et de Hammam Bouhadjar, ainsi que de 3.838 tracteurs, souligne-t-on. La capacité actuelle de stockage disponible est de 363.000 quintaux, sur une capacité totale estimée à 678.500 quintaux, a fait savoir le même responsable. De son côté, le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a insisté, lors de l'installation du comité de suivi de la campagne de moisson-battage, sur "l'importance pour les agriculteurs de déposer leur récolte céréalière dans les structures de stockage relevant des coopératives locales des céréales et des légumes secs, conformément à la stratégie nationale visant à garantir la sécurité alimentaire". Le wali a également rappelé les projets en cours de réalisation dans la wilaya visant à renforcer les capacités de stockage de 450.000 quintaux à travers neuf infrastructures réparties dans plusieurs communes, dont certaines connaissent un taux d'avancement significatif, à l'instar de celles situées à Oued Sebbah, Tamazougha et Terga.

AIN DEFLA

Portes ouvertes sur la création de micro-entreprises

Des journées portes ouvertes sur la création de micro-entreprises ont été organisées mardi par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) de la wilaya d'Ain Defla au profit des porteurs de projets parmi les diplômés de la Formation professionnelle.
Ces journées portes ouvertes qui se déroulent jusqu'à jeudi, sont organisées dans le cadre d'une convention signée entre NESDA et de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) de la ville d'Ain Defla, a indiqué à l'APS, le chargé de la communication à NESDA Ain Defla, Omar Khial.
Les porteurs de projets parmi les stagiaires de l'INSFP arrivant en fin de leur cursus vont être sensibilisés lors de cette rencontre sur les avantages financiers et fiscaux accordés par NESDA, ainsi que les nouvelles procédures concernant la concrétisation de leurs projets de création de micro-entreprise, a ajouté M. Khial.
Il a souligné à cet effet que NESDA et le corps enseignant de l'Institut de la formation professionnelle travaillent pour " inculquer la culture de l'entrepreneuriat parmi les nouveaux diplômés pour qu'ils puissent investir dans de nouvelles spécialités".
Pour le directeur du Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE) de l'INSFP, Oufa Abdelmadjid, la mise en place de cette structure a pour rôle de "renforcer l'idée de l'entrepreneuriat chez les stagiaires qui sont appelés à créer leurs propres micro-entreprises et générer de l'emploi".
M. Oufa a indiqué que les portes ouvertes portent principalement sur la formation des concernés sur la création de micro-entreprises, assurant que l'accent a été mis sur les secteurs stratégiques tels que de l'agriculture, l'industrie, les énergies renouvelables et la cybersécurité.
Ainsi, NESDA à travers ces journées de sensibilisation "elle nous aide à concrétiser sur le terrain nos idées de projets", a déclaré KadriAbdelhafid, stagiaire à l'INSFP, appelant à l'occasion les autres porteurs de projets à se rapprocher des centres de développement de l'entrepreneuriat.

BOURSE, CHINE, EUROPE...

Les cinq premières leçons à tirer de la bataille des droits de douane

Comment va se terminer la crise mondiale déclenchée par Donald Trump le 2 avril et son annonce des droits «réciproques» qui doivent s'appliquer aux marchandises entrant aux États-Unis? Il est encore trop tôt pour le dire, mais quelques enseignements peuvent déjà être tirés de ces événements.

2e partie et fin

Par Gérard Horny

3. Le sage Xi Jinping face à Donald Trump le fou

L'autoproclamé génial négociateur Donald Trump a réussi le tour de force de mécontenter à peu près tous les pays du monde, y compris ceux qui pouvaient être considérés comme des alliés de longue date des États-Unis, même si la plupart d'entre eux ont évité d'afficher publiquement leur opposition aux mesures annoncées. L'opposition la plus vive est venue sans surprise de la Chine, qui n'a aucune raison de ménager son vieil adversaire. Certes, pour son économie qui manque actuellement de ressorts internes, le sujet est sensible. Bien que ses exportations vers l'Asie du Sud-Est aient augmenté très vite depuis plusieurs années, les États-Unis constituent de loin son premier client et absorbent à eux seuls 15% des ventes chinoises à l'étranger. Mais, dans la guerre commerciale que Donald Trump vient de déclencher, la Chine dispose de nombreux atouts. Le gouvernement central, fermement dirigé par Xi Jinping, gère le pays avec une vision à long terme, il contrôle étroitement l'économie et saura organiser en cas de besoin le soutien aux entreprises qui pourraient souffrir d'une forte baisse des exportations vers les États-Unis.

En face de lui, il a un président américain décidé à bloquer sa montée vers la première place dans l'économie mondiale, mais qui ne peut se permettre ni de mécontenter les consommateurs par des hausses de prix brutales ni de casser le modèle économique des grandes sociétés de haute technologie comme Apple ou Dell. Or, ce modèle repose sur la fabrication en Chine ou d'autres pays d'Asie à bas coût de la main-d'œuvre de produits conçus aux États-Unis. Dans la partie de poker menteur qu'il a engagée avec la Chine, Donald Trump n'a pas les meilleures cartes. C'est lui qui devra céder, quitte à transformer sa défaite en victoire dans des communiqués triomphants qui ne tromperont que ses supporters les plus inconditionnels.

On a eu un premier aperçu des reculs à venir avec l'abandon de la taxation à 145% des smartphones et des ordinateurs. Ce premier recul est d'importance: les smartphones sont les produits qui pèsent le plus lourd dans les importations américaines en provenance de Chine (41,7 milliards de dollars en 2024) et les ordinateurs portables pèsent aussi très lourd dans la balance (33,1 milliards), sur un total de 438,9 milliards de dollars d'importations en 2024. D'autres reculs suivront. Tout le monde sortira perdant de la crise actuelle et les États-Unis plus encore que la Chine. Le président Xi Jinping a entamé une tournée en Asie qui va le mener du Vietnam au Cambodge en passant par la Malaisie. Il a déjà relancé les discussions avec le Japon et la Corée du Sud en vue de la signature d'un grand accord commercial.

Par un incroyable renversement de situation, la Chine, qui a allègrement pillé les technologies de ses partenaires et qui a méthodiquement contourné toutes les règles du commerce international en permettant à ses entreprises par son soutien financier de s'imposer sur tous les continents en pratiquant des prix de dumping, peut aujourd'hui se donner l'image de championne du libre-échange et de protectrice du droit. Le partenaire avec lequel on peut envisager de bâtir une relation stable et équilibrée, c'est la Chine du sage Xi Jinping et non pas les États-Unis du fou Donald Trump.

4. L'Europe a une carte à jouer

Donald Trump accuse toujours l'Union européenne de vouloir arnaquer les États-Unis, mais la félicite pour son intelligence. De fait, elle a renoncé à déclencher les mesures de représailles envisagées, bien qu'il lui soit toujours imposé un taux général de 10% et un taux supplémentaire de 15% sur l'acier, l'aluminium et les voitures.

À la différence de la Chine, il lui est impossible de réagir vite et fort: la prise de décision prend du temps dans une union entre vingt-sept pays qui n'ont pas tous les mêmes intérêts.

Ses dirigeants ne doivent pas se tromper: le brevet de bonne conduite que leur décerne Donald Trump ne doit pas leur laisser espérer un traitement de faveur. L'art du deal dont se flatte le président des États-Unis est simple: seule la force paie.

À Bruxelles, on devrait se souvenir de la guerre du Péloponnèse, à la fin du Ve siècle avant Jésus-Christ. Les habitants de Mélos, qui voulaient rester à l'écart de la guerre opposant Athènes à Sparte et éviter une invasion de leur île, ont envoyé des émissaires négocier à Athènes. Selon l'historien Thucydide (dans son livre La Guerre du Péloponnèse), ils ont reçu cette réponse: «Nous le savons et vous le savez aussi bien que nous, la justice n'entre en ligne de compte dans le raisonnement des hommes que si les forces sont égales de part et d'autre; dans le cas contraire, les forts exercent leur pouvoir et les faibles doivent leur céder.» Puis les Athéniens s'emparèrent de Mélos et massacrèrent ses habitants. Très clairement, Donald Trump, qui n'a sûrement jamais lu Thucycide, se situe dans cette tradition.

L'Europe ne peut se permettre de répondre comme la Chine, mais elle doit rester ferme et, le cas échéant, menacer d'appliquer les mesures de rétorsion qu'elle a préparées. C'est le seul langage qui est compris aujourd'hui à Washington. Par ailleurs, elle doit chercher d'autres alliances et d'autres partenariats, avec le Canada, l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Asie (Ursula von der Leyen doit elle aussi se rendre prochainement au Vietnam).

La question des droits de douane n'est pas seule en cause. Par ses coupes brutales dans le budget de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid), l'administration Trump a perdu le capital de sympathie dont les États-Unis bénéficiaient dans de nombreux pays du monde. La place est à prendre et il n'y a aucune raison de laisser seule la Chine occuper le terrain.

5. La crise des droits de douane ne doit pas faire oublier les autres dossiers

La méthode Trump est connue: il faut sans cesse occuper le terrain médiatique et faire en sorte que chaque nouvelle fasse oublier les autres. Depuis le 2 avril, il n'est plus question que de la guerre commerciale. Les péripéties quotidiennes de ce feuilleton font oublier que Donald Trump, qui se vantait de régler le dossier ukrainien «en vingt-quatre heures», a lamentablement échoué et qu'il a en fait laissé le terrain libre à Vladimir Poutine.

De même, la «solution» qu'il a proposée pour la bande de Gaza ne fait que conduire à aggraver la situation du peuple palestinien et à renforcer les extrémistes des deux bords. Et l'on pourrait faire une longue liste des dommages provoqués par sa politique dans tous les domaines: dépenses de santé, aide au développement, recherche scientifique, etc.

Sa dernière trouvaille: relancer l'industrie charbonnière, comme il avait déjà essayé de le faire lors de son premier mandat. Fort heureusement, ses chances de succès sont très limitées. La production de charbon continue de reculer aux États-Unis et il est peu probable qu'il puisse infléchir la tendance, alors que la question de savoir quand les gros producteurs, la Chine et l'Inde, vont enfin pouvoir commencer à réduire la leur. Le soutien sans faille accordé par Donald Trump aux énergies fossiles est une des erreurs les plus graves pour l'ensemble de l'humanité de toutes celles qu'il est en train de commettre. Mais en cela, il ne fait que confirmer ce que l'on savait déjà: c'est définitivement un homme du passé.

Source : Slate.fr, Édité par Émile Vaizand – 15 avril 2025

AUTOMOBILE

L'italien Sabelt prévoit d'installer une usine d'équipements de sécurité en Tunisie

Située aux portes de l'Europe, la Tunisie a créé depuis les années 90 un environnement d'affaires très attractif pour les investisseurs étrangers dans le domaine de la fabrication des composants automobiles.
L'équipementier automobile italien Sabelt envisage d'implanter une usine spécialisée dans la production de dispositifs de sécurité en Tunisie, a annoncé l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (FIPA) dans un communiqué publié la semaine dernière.
Une délégation de dirigeants de Sabelt conduite par le vice-président exécutif et le directeur général de la société, Massimiliano Marsiaj et Giulio Graziano, a effectué dans ce cadre une visite de prospection dans le pays, où elle a notamment rencontré le directeur général de la FIPA, Jalel Tebib, pour discuter de la faisabilité du projet, a-t-on précisé de même source.
M. Tebib a confirmé, à cette occasion, la disponibilité de la FIPA à « accompagner l'entreprise italienne et à l'appuyer dans toutes les démarches d'implantation pour concrétiser ce projet en Tunisie dans les meilleures conditions ».
En Tunisie, le secteur de l'industrie automobile compte plus de 250 entreprises, dont 67% sont totalement exportatrices. Il emploie plus de 100 000 personnes, dont environ 15 000 ingénieurs, pour une valeur des exportations de plus de 5 milliards de dinars (1,67 milliard de dollars).
Le développement du secteur a été favorisée par des partenariats noués avec plusieurs pays européens, dont la France, l'Allemagne et l'Italie, dans les années 90 ainsi que par des incitations fiscales et non fiscales, dont une déduction des bénéfices de l'assiette de l'impôt sur les sociétés durant dix ans, une prime d'investissement dans la limite du tiers du coût d'investissement y compris les dépenses des travaux infrastructures et la prise en charge par l'Etat de la contribution patronale au régime légal de la sécurité sociale au titre des salaires versés aux employés permanents.

ÉGYPTE

Lancement de la plateforme numérique RASME pour le suivi des projets financés par la BAD

Le Groupe de la Banque africaine de développement a lancé en Égypte la plateforme numérique innovante RASME (« Remote Appraisal, Supervision, Monitoring, and Evaluation ») afin de transformer le suivi, le contrôle et l'évaluation des projets de développement dans le pays.

La plateforme RASME, fruit de la collaboration entre le Groupe de la Banque, l'initiative « Geo-Enabling for Monitoring and Supervision » de la Banque mondiale et la fondation KoboToolbox (www.KoboToolbox.org), une ONG affiliée à la Harvard Humanitarian Initiative, fournit des outils de collecte de données numériques en temps réel. Cette solution informatique crée un écosystème fluide, permettant aux équipes de terrain de recueillir du contenu géolocalisé et des données de localisation, alimentant ainsi des tableaux de bord qui fournissent aux décideurs des informations immédiates pour une gestion de projet réactive et une amélioration de la préparation, du reporting et de l'évaluation.
Le lancement de la plateforme s'est déroulé en présence du responsable du bureau pays du Groupe de la Banque pour l'Égypte, Abdourahmane Diaw, et de Doaa Oraby, spécialiste principale de programme au ministère égyptien de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale. Il a marqué le coup d'envoi d'un atelier de formation intensif de quatre jours auquel ont participé plus de 50 représentants du personnel du Groupe de la Banque et des principales institutions égyptiennes, afin de garantir une utilisation optimale de la plateforme.
« Nous nous réjouissons de la mise en œuvre de RASME dans tous les projets financés par la Banque africaine de développement en Égypte. Cette plateforme innovante assurera une transparence, une efficacité et une prise de décision fondées sur des données sans précédent dans nos initiatives de développement », a déclaré Mme Oraby, exprimant la gratitude du gouvernement égyptien à la Banque.
« RASME représente une avancée technologique dans le domaine du développement, permettant la collecte de données complètes en temps réel directement sur les sites des projets », a souligné M. Diaw. « Ce lancement en partenariat avec le gouvernement égyptien renforcera considérablement notre capacité à suivre les progrès et à produire des impacts mesurables pour les citoyens égyptiens. »
Le déploiement de cet outil, qui a été mis en place dans 36 pays africains, est une pierre angulaire de la stratégie de transformation numérique de la Banque africaine de développement. La plateforme supporte actuellement 673 projets, dont 318 utilisant activement le système, soutenus par 1 796 utilisateurs formés qui ont soumis plus de 55 000 rapports de terrain.
En établissant une connexion numérique directe entre les équipes de projet gouvernementales et les spécialistes de la Banque, la plateforme RASME facilite une collaboration continue et une résolution proactive des problèmes. L'outil permet aux équipes d'identifier et de résoudre les problèmes de mise en œuvre en temps réel, d'optimiser l'allocation des ressources et d'améliorer les résultats en matière de développement.
L'Égypte, membre fondateur de la Banque africaine de développement, entretient un partenariat stratégique avec l'institution depuis sa création.
La Banque a investi plus de 8,095 milliards de dollars dans 174 projets en Égypte depuis 1974. Le portefeuille actuel de l'institution comprend 27 opérations d'une valeur totale de 1,932 milliard de dollars dans les secteurs de la finance, de l'énergie, des transports, de la gouvernance, de l'agriculture, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que dans le secteur social.

EXPLORATION PÉTROLIÈRE

La Libye veut attirer des investissements

La Libye a lancé il y a quelques semaines son premier cycle d'appel d'offres pour le pétrole depuis 17 ans. Une étape symbolique, mais stratégique alors que le pays s'est donné pour objectif d'atteindre 2 millions de barils par jour.
La Libye prépare une tournée internationale pour promouvoir son secteur pétrolier. À partir du jeudi 17 avril, la National Oil Corporation (NOC), l'entreprise publique en charge des hydrocarbures du pays, débutera ainsi un roadshow à Istanbul en Turquie.
La première étape d'une suite de sessions promotionnelles destinées à présenter 22 blocs onshores et offshores, avec l'objectif d'attirer des investisseurs. L'or noir libyen représentait en 2022, 39 % des réserves prouvées de pétrole d'Afrique.
Après Istanbul, la délégation libyenne se rendra à Londres, au Royaume-Uni, puis à Houston aux États-Unis, dans les semaines à venir. Par cette tournée, le gouvernement libyen cherche à relancer un secteur essentiel pour les finances publiques, mais au ralenti depuis des années.
En 2023, la NOC estimait avoir besoin d'un apport financier de 17 milliards de dollars sur trois à cinq ans pour faire passer la production libyenne de brut à 2 millions de barils par jour, contre un plateau de 1,38 million de barils par jour au terme du mois de mars 2025.
En présentant des données précises sur les blocs mis en jeu, leurs conditions d'accès et les retombées économiques potentielles, la Libye cherche à convaincre les investisseurs de financer de nouvelles campagnes d'exploration. Reste à voir si les investisseurs parieront sur son potentiel, malgré les incertitudes politiques persistantes depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.

ARABIE SAOUDITE

Les paiements électroniques ont représenté 79 % des transactions de détail en 2024

Les paiements électroniques ont représenté 79 % de toutes les transactions de détail en Arabie saoudite en 2024, contre 70 % l'année précédente, selon la Banque centrale saoudienne, connue sous le nom de SAMA.
Cette augmentation marque une étape clé dans la transition du Royaume vers une économie sans numéraire, s'alignant sur l'un des principaux objectifs du programme de développement du secteur financier dans le cadre de Vision 2030.
La SAMA a indiqué que le nombre total de transactions de détail sans numéraire a atteint 12,6 milliards en 2024, contre 10,8 milliards en 2023, reflétant la croissance continue et l'adoption des systèmes de paiement électronique à travers le pays.
Dans un communiqué, la banque centrale a déclaré que ces progrès sont le résultat d'efforts stratégiques menés en coopération avec le secteur financier pour faire progresser l'écosystème des paiements et élargir l'accès à des solutions numériques sécurisées et innovantes.
SAMA a réaffirmé son engagement à renforcer l'infrastructure de paiement et à soutenir les activités économiques en favorisant un paysage de paiement plus diversifié et plus moderne.

L'impulsion numérique

L'évolution générale vers les paiements électroniques a été renforcée par la forte croissance de l'activité des points de vente et du commerce électronique au cours des dernières années.
Selon les données de la SAMA, la valeur des transactions aux points de vente a augmenté de manière significative, de 24,15 % par an en 2020, de 32,45 % en 2021 et de 8,83 % en 2024, pour atteindre 668,18 milliards de SR (178,18 milliards de dollars).
L'augmentation en 2020 et 2021 reflète le rôle de la pandémie dans l'accélération de la transition vers les paiements sans contact et numériques, les consommateurs et les entreprises s'adaptant aux problèmes de sécurité et aux restrictions de mouvement. Bien que les taux de croissance se soient normalisés depuis lors, la tendance à la hausse en 2024 suggère que les comportements post-pandémiques ont largement persisté, renforçant les changements structurels à long terme dans la façon dont les transactions de détail sont effectuées dans le Royaume. Cette hausse reflète non seulement la préférence croissante des consommateurs pour les transactions numériques, mais aussi l'expansion rapide de l'infrastructure des points de vente à travers le Royaume. Parallèlement, les dépenses de commerce électronique effectuées à l'aide de cartes Mada ont fait un bond de 278,68 % par an en 2020 pour atteindre 38,82 milliards de francs suisses.
En 2024, ce chiffre atteindra 197,42 milliards de SR, soit une augmentation de 25,82 % d'une année sur l'autre. Cette croissance soutenue souligne le rôle croissant des plateformes en ligne dans les secteurs de la vente au détail et des services en Arabie saoudite.
Ensemble, ces tendances soulignent l'élan plus large derrière les paiements numériques dans le Royaume, positionnant l'Arabie saoudite comme un leader de l'innovation fintech et de la transformation financière dans la région.

KENYA

Le pays fait un pas de plus vers la relance de sa production de blé

Au Kenya, comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, la culture du blé peine à se développer. Le gouvernement qui s'est engagé dans une course contre-la-montre pour réduire sa dépendance aux importations, mise sur la recherche pour soutenir l'appareil productif.

Au Kenya, l'Organisation nationale de recherche sur l'agriculture et l'élevage (KALRO) a inauguré, le lundi 14 avril, un centre de recherche exclusivement dédié au blé sur un site basé à Njoro, dans le comté de Nakuru. D'un coût total de 1,3 milliard de shillings (10 millions de dollars), cette infrastructure est construite avec l'appui du Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT).

Selon les informations relayées par les médias locaux, cette nouvelle installation permettra de renforcer les capacités de dépistage des maladies affectant le blé, de développer et de multiplier les semences de variétés de blé à haut rendement, plus résistantes aux maladies et résilientes au climat.

S'exprimant sur le sujet, SridharBhavani, chercheur principal et responsable du programme d'amélioration du blé pour l'Afrique de l'Est au CIMMYT, a révélé que les nouvelles variétés de blé développées par le centre de recherche de Njoro pourront permettre d'obtenir des rendements de 6 à 8 tonnes par hectare, soit près de 50 % de plus que les semences conventionnelles.

« Les capacités mises en place, tant en infrastructures qu'en expertise scientifique, sont très prometteuses. Cela contribuera largement à augmenter notre production nationale de blé », a déclaré, pour sa part, FelisterMakini, directrice adjointe en charge des cultures au KALRO.

Cette annonce soutient les ambitions de croissance du gouvernement dans la filière blé. Le 14 mars dernier, en effet, l'Autorité de l'agriculture et de l'alimentation (AFA) avait révélé l'intention du gouvernement de réduire de 17 % les importations kényanes de blé d'ici à 2027 à travers un renforcement du soutien à l'appareil productif.

Au Kenya, la production locale de blé stagne depuis de nombreuses années, s'affichant à 359 000 tonnes en moyenne entre 2019 et 2023, d'après le KNBS, obligeant le pays à importer en moyenne 1,9 million de tonnes de la céréale sur la même période pour combler ses besoins.

À terme, si les nouvelles variétés de blé développées à Njoro sont largement adoptées, le Kenya pourrait considérablement rehausser le niveau de sa production locale. Toutefois, cette avancée scientifique devra s'accompagner d'un effort soutenu de vulgarisation, de distribution de semences certifiées et d'appui technique aux producteurs.

Sans une stratégie de déploiement adaptée aux réalités des petits exploitants, les innovations ne porteront pas leurs fruits. Le véritable défi sera donc de traduire ces avancées en gains concrets de productivité dans les champs, condition sine qua non pour relancer durablement la filière blé au Kenya.

POUR SOUTENIR L'ALIMENTATION ANIMALE

Le Tchad veut s'inspirer du modèle ivoirien

En Afrique, le Tchad dispose du deuxième plus grand cheptel bovin après l'Éthiopie. Le gouvernement qui souhaite développer davantage le secteur, veut améliorer sa production d'aliments pour bétail avec l'appui de partenaires étrangers. Le Tchad et la Côte d'Ivoire souhaitent conclure un partenariat pour la valorisation des sous-produits agricoles destinés à l'alimentation animale. C'est ce qu'a révélé AbderahimAwatAtteib, ministre tchadien de l'Élevage et de la Production animale, à l'issue d'une visite officielle au siège du Centre national de recherche agronomique (CNRA), organisme public chargé de coordonner la recherche agronomique en Côte d'Ivoire, le 9 avril dernier.

Cette approche devrait contribuer à réduire les coûts de l'alimentation animale dans le secteur de l'élevage, à renforcer la sécurité alimentaire du cheptel, à limiter le gaspillage de matières organiques et à promouvoir un modèle d'agriculture circulaire intégrant étroitement l'élevage et la production végétale.

« Nous avons besoin de l'expérience de la Côte d'Ivoire en ce qui concerne l'alimentation du bétail. Nous allons essayer de formaliser ce partenariat, car entre pays africains, nous pouvons faire beaucoup de choses ensemble », a déclaré M. Atteib dans des propos rapportés par les médias locaux.

« Le Tchad, qui a une solide expérience en matière de production animale, va nous accompagner dans la reconstruction de notre programme, notamment sur les bovins. En retour, nous partagerons notre expertise en alimentation animale. Nous avons développé des formules innovantes utilisant des sous-produits comme les épluchures de maïs. Cela permet de réduire notre dépendance aux produits importés et d'optimiser les ressources locales », précise pour sa part Sangaré Abdourahamane, Directeur général du CNRA.

Selon les données officielles, le pays d'Afrique centrale mène depuis plusieurs années des travaux de recherche sur les vaccins vétérinaires, les analyses de laboratoire, le suivi sérologique post-vaccination, ainsi que le croisement génétique et le développement de cultures fourragères.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les achats de riz franchiront le cap des 18 millions de tonnes en 2024/2025

En Afrique subsaharienne, le riz représente plus de 25 % du marché total des graminées. Dans cette région, les importations de la céréale sont en pleine croissance depuis plus d'une décennie.

En Afrique subsaharienne (ASS), les importations de riz pourraient atteindre un nouveau record durant la saison 2024/2025.

Selon le dernier rapport mensuel du Département américain de l'agriculture (USDA), la région devrait acquérir sur le marché global, 18,6 millions de tonnes de la céréale contre 17,3 millions de tonnes, un an plus tôt.

Ce volume qui représente près du tiers du commerce mondial confortera l'ASS comme la principale zone importatrice de riz devant l'Asie du Sud-Est où les achats sont plutôt attendus en forte baisse durant cette campagne (- 4 millions de tonnes à 12 millions de tonnes).

Avec l'urbanisation, l'essor démographique et le changement des modes de vie, le riz est devenu omniprésent dans les rations quotidiennes de nombreux ménages, occupant la seconde place dans le classement des céréales les plus consommées avec près de 40 millions de tonnes derrière le maïs (87 millions de tonnes). Au cours de ces 15 dernières années, la demande galopante et la faiblesse des filières locales ont conduit à un doublement des importations de la céréale.

OUGANDA

La technologie verte se renforce avec le partenariat Innovex – ennos ag

L'Ouganda multiplie les initiatives pour se renforcer dans le domaine des technologies propres. Le lancement du partenariat entre Innovex et l'entreprise suisse ennos ag marque une nouvelle étape dans cette dynamique.

L'entreprise technologique ougandaise Innovex a annoncé le début d'un partenariat stratégique avec le suisse ennos ag, spécialisé dans la fabrication de pompes à eau solaires. L'accord prévoit la production locale de composants clés pour régulateurs de pompes, avec l'objectif d'exporter plus de 100 000 pompes connectées à l'IoT d'ici cinq ans. La cérémonie a réuni plusieurs acteurs du secteur, dont la ministre ougandaise de l'Innovation et des Technologies, Monica Musenero. Le projet doit générer dans un premier temps 30 emplois directs à haute valeur ajoutée, avec une multiplication attendue par cinq à l'horizon 2030. Ce partenariat s'inscrit dans une dynamique plus large d'industrialisation verte en Ouganda. Début avril 2025, la société GOGO Electric a obtenu un financement public de 3 millions USD auprès d'UDB pour soutenir l'assemblage local de motos électriques et le développement d'une usine semi-automatisée de batteries lithium-ion. À l'instar de GOGO, Innovex confirme le potentiel de l'innovation technologique locale comme levier de développement industriel. À travers ces initiatives, l'Ouganda pose les bases d'un modèle d'industrialisation verte fondé sur la production locale, l'innovation, et l'exportation de technologies propres adaptées aux besoins du continent.

POINT-MARCHÉS

En bourse, les puces se font secouer

Le rebond s'étiole sur les marchés actions, après de nouveaux soubresauts douaniers. Cette fois, l'industrie des semiconducteurs se demande de quoi l'avenir sera fait après des nouvelles restrictions à l'export imposées à Nvidia et des commandes faiblardes d'ASML. Pendant ce temps, la Chine a dopé sa croissance au 1er trimestre, mais pas suffisamment pour dissiper toutes les craintes. Tout ça est toujours très fragile, comme le prouve le record touché par l'or ou le maintien de l'indice de volatilité VIX à haut niveau.

La Chine est au cœur des attentions ce matin, pour deux raisons. D'abord, la publication de statistiques macroéconomiques plus solides que prévu. Ensuite, les restrictions à l'export imposées par les Etats-Unis à Nvidia. Des deux événements, c'est le second qui a pris l'ascendant chez les investisseurs, qui s'alarment du durcissement des relations entre Washington et Pékin. La veille, la Chine avait imposé à ses compagnies de ne plus réceptionner de Boeing, ce qui est une façon inélégante mais diablement efficace de frapper l'Amérique au cœur.

Avant ces deux événements, la séance s'était déroulée dans un calme relatif, surtout après les remous des derniers jours. L'Europe a progressé assez confortablement, avec un STOXX Europe 600 qui s'est adjugé 1,6%, ce qui s'est avéré suffisant pour ramener d'un cheveu l'indice large européen dans le vert en 2025. Le CAC40 français, crédité d'un +0,9%, aurait lui aussi pu renouer avec les gains en 2025 si LVMH n'avait pas perdu 8%.

Le groupe de Bernard Arnault est dans le dur actuellement. Il a payé hier la publication de ventes du 1er trimestre en berne. Pour ajouter l'injure à l'outrage, Hermès, dont le titre est resté stoïque malgré cette mauvaise nouvelle sectorielle, lui a volé la place de première capitalisation française (247 milliards d'euros).

Pour ajouter l'avanie à l'injure à l'outrage, LVMH est repassé derrière Novo Nordisk à l'échelle européenne et se retrouve talonné par Nestlé et ASML.

Bref, mauvaise passe pour notre Nanard national. Aux Etats-Unis avant l'épisode Nvidia qui s'est déroulé post-clôture, le rebond s'est essoufflé. Si le Nasdaq 100 est parvenu à glaner 0,2%, le S&P 500 (-0,2%) et le Dow Jones (-0,4%) ont cédé du terrain. Le climat d'incertitude créé par les droits de douane fluctuants pèse sur la confiance des investisseurs, qui n'ont évidemment pas été ravis d'apprendre que leur champion des puces allait devoir prendre une charge comptable de 5,5 milliards de dollars pour intégrer la nouvelle restriction sortie du chapeau de la Maison Blanche cette semaine. L'administration Trump, qui avait plutôt assoupli les contraintes dernièrement, est revenue sur sa décision en soumettant à des licences examinées au cas par cas la vente de puces H20 en Chine. Ces puces sont les modèles spécifiquement créés pour l'export vers l'ancien Empire du Milieu, avec des performances légèrement inférieures à celles des modèles de pointe, conformément aux restrictions imposées par la présidence américaine précédente.

Malgré l'escalade en cours, Donald Trump a exhorté la Chine à s'assoir à la table des négociations. C'est probablement ce qui se produira à un moment ou à un autre. Tout frémissement de ce point de vue serait accueilli très positivement par les marchés financiers. Pour l'économie réelle, ce sont les évolutions concrètes sur les surtaxes et pas les éléments de langage qui importeront. En d'autres termes, le temps joue contre l'économie mondiale dans le contexte actuel. Ce qui n'empêche pas la Chine de dégainer d'excellentes performances au 1er trimestre. La croissance du PIB a atteint 5,4%, au-dessus de la prévision moyenne des économistes (5,2%), a fait savoir Pékin cette nuit. Les marchés, qui sont un peu pervers, en ont tiré deux enseignements. Primo, il y a probablement eu un effet accélérateur lié aux approvisionnements en urgence avant que les tarifs douaniers n'affluent, ce qui artificialise un peu la performance. Secundo, cette robustesse éloigne le fantasme du grand plan de relance économique chinois. Ce dernier point, couplé aux annonces de Nvidia, explique la baisse des places boursières chinoises ce matin.

Il y a de nombreuses publications de résultats en Europe et aux Etats-Unis aujourd'hui. Celles qui sont déjà tombées sont marquées par les références à l'incertitude liée à la guerre tarifaire. Voire à la morsure déjà visible, comme sur les commandes d'ASML, qui va contribuer à mettre le secteur des puces en PLS après les annonces de Nvidia. Le calendrier des annonces macro est lui aussi chargé, en particulier outre-Atlantique où de nombreux indicateurs sont attendus dans l'après-midi.

Les bourses d'Asie Pacifique ont pris une teinte globalement rouge, à l'exception de l'Australie et de l'Inde, qui évoluent autour de l'équilibre. Tokyo lâche 1,4%, Séoul 1,1% et Taipei 1,5%. En Chine, mauvaise séance pour le CSI300 (-1%) mais encore plus pour le Hang Seng (-2,5%), dont le compartiment technologique a été mis sous pression par les restrictions annoncées autour de Nvidia. Les indicateurs avancés européens sont baissiers.

Le CAC40 perd 0,8% à 7279 points à l'ouverture. Le SMI recule de 0,3% à 11 577 points. Le Bel20 baisse de 0,56% à 4172 points.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 16 Avril 2025
Valeur : 18 Avril 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.3071	132.3221
1	EUR	EURO	150.5522	150.5825
1	GBP	POUND STERLING	175.6134	175.7032
100	JPY	JAPANESE YEN	93.0233	93.0666
1	CNY	CHINESE YUAN	18.0649	18.0679
1	CHF	SWISS FRANC	162.3998	162.5179
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.0482	95.0795
1	DKK	DANISH KRONE	20.1642	20.1677
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.4457	13.4520
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.4425	12.4519
1	AED	UAE DIRHAM	36.0186	36.0276
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2584	35.2643
1	KWD	KUWAITI DINAR	431.3893	431.7197
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.7931	44.2332
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2397	14.2414
1	LYD	LIBYAN DINAR	24.0961	24.2197
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3136	3.3238
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.0844	179.0844

ASIE

Repli des Bourses

Les Bourses en Asie reculent mercredi sous le coup des nouveaux fronts ouverts par Donald Trump dans son offensive douanière, ciblant certains minerais et objets électroniques, tandis que les restrictions sur les puces imposées à Nvidia plombent les actions tech. Vers 02H030 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei cédait 0,73% à 34.016 points, et l'indice élargi Topix 0,58% à 2.498 points. La Bourse de Séoul reculait de 0,60%, Taipei perdait 1,68%. Sydney faisait figure d'exception (+0,27%). Les places chinoises piquaient du nez: l'indice hongkongais Hang Seng perdait près de 2%, l'indice composite shanghaïen perdait 0,52% et celui de Shenzhen 1,15%. Vers 02H30 GMT, la monnaie américaine continuait de reculer face à la monnaie nippone, cédant 0,31% à 142,78 yens pour un dollar. Le billet vert reste sous pression des vives inquiétudes concernant les perspectives économiques des Etats-Unis, qui sapaient son habituel statut de valeur refuge. Le marché du pétrole restait sous pression face à la tempête commerciale, susceptible de plomber la consommation énergétique, et après des révisions à la baisse des anticipations de la demande mondiale. Vers 02H30 GMT, le baril de WTI américain reculait de 0,16% à 61,23 dollars et celui de Brent de la mer du Nord de 0,14% à 64,58 dollars.

ENTRE TENSIONS COMMERCIALES ET RÉSULTATS D'ENTREPRISES

La Bourse de Paris en baisse

La Bourse de Paris évolue en baisse mercredi, minée par les inquiétudes liées à de nouvelles restrictions commerciales venues tant de Washington que de Pékin, dans une nouvelle étape de la guerre des droits de douane qui oppose la Chine aux Etats-Unis.

Vers 09H30 à Paris, l'indice vedette de la place parisienne, le CAC 40, perdait 0,90%, soit une baisse de 66,33 points, à 7.269,07 points. La veille, il avait terminé en hausse de 0,86%.

"L'ambiance du marché est redevenue plus négative (...) alors que les tensions entre les États-Unis et la Chine montrent des signes d'escalade", commente Jim Reid, économiste à la Deutsche Bank.

"Les conflits commerciaux persistants du président Trump avec ses partenaires commerciaux ont maintenu les investisseurs sur leurs gardes", affirme Patrick Munnelly, de Tickmill Group.

"La balle est dans le camp de la Chine" sur la question des droits de douane américains, a assuré mardi la Maison-Blanche, alors que Pékin continue de mettre la pression sur Washington.

La Chine, qui riposte systématiquement aux surtaxes douanières américaines, a suspendu toute réception d'avions fabriqués par le constructeur américain Boeing.

La Poste de Hong Kong a de son côté annoncé mercredi qu'elle suspendait les envois de colis à destination des Etats-Unis.

Le président américain Donald Trump a aussi ouvert mardi une enquête sur les "effets sur la sécurité nationale" de l'importation de minerais critiques ainsi que les "produits dérivés", comme les smartphones ou les véhicules électriques, selon la Maison-Blanche.

Sur d'autres fronts, "il n'y a pas eu de signe d'avancée entre les États-Unis et l'Union européenne non plus", rappelle Jim Reid.

"Les investisseurs mondiaux restent inquiets face aux incertitudes entourant la politique commerciale américaine et à la volatilité des marchés", note M. Munnelly.

ROYAUME-UNI

Nouveau ralentissement de l'inflation, à 2,6% en mars

L'inflation au Royaume-Uni a connu un nouveau ralentissement en mars, à 2,6% sur un an, une bonne nouvelle pour le gouvernement travailliste, mais qui pourrait être réduite à néant dans les prochaines semaines par les droits de douane de Donald Trump.

Le chiffre publié mercredi par l'Office national des statistiques (ONS) est plus bas que les anticipations des analystes consultées par Bloomberg, qui prévoyaient une inflation à 2,7%.
Ce recul de l'inflation s'explique notamment par "la baisse des prix des carburants et la stabilité des prix des denrées alimentaires par rapport aux hausses de prix observées à la même époque l'année dernière", souligne l'économiste en chef de l'ONS Grant Fitzner.
"Le seul contrepoids significatif est venu du prix des vêtements, qui a fortement augmenté ce mois-ci, après la baisse inhabituelle de février", a-t-il ajouté.
La ministre des Finances Rachel Reeves s'est réjouie de ces "signes encourageants qui montrent que notre plan pour le changement fonctionne".
"Mais il reste encore beaucoup à faire", a-t-elle ajouté dans un communiqué.
D'autant plus que cette dynamique des prix du Royaume-Uni ne pourrait être que temporaire, le pays subissant comme tous les pays du monde la campagne de droits

de douane de Donald Trump, à hauteur de 10%.
Il supporte aussi ceux de 25% ciblant l'industrie automobile, ou encore l'acier et l'aluminium, autant de taxes qui devraient avoir une incidence sur les prix.
En outre, les fortes hausses de cotisation patronales annoncées dans le premier budget travailliste et qui sont entrées en vigueur en avril, pourraient aussi influer négativement sur l'inflation.
Le gouvernement travailliste du Premier ministre Keir Starmer a fait de la croissance sa priorité, mais celle-ci peine à décoller depuis son élection en juillet.

CHINE

Hausse de 5,4% du PIB sur un an

La Chine a fait état mercredi d'une santé économique meilleure qu'attendu au premier trimestre, stimulée par les expéditions anticipées de marchandises avant les nouvelles exorbitantes surtaxes douanières américaines.
La croissance du Produit intérieur brut (PIB) était de 5,4% sur un an, selon le Bureau national des statistiques (BNS). Un résultat bien supérieur aux 5,1% prévus par un panel d'analystes.
Les ventes de détail, un indicateur clé de la consommation, ont augmenté de 4,6% en glissement annuel, selon le BNS.
Quant à la production industrielle, elle a accéléré durant le premier trimestre: elle était en hausse de 6,5% sur un an - contre 5,7% durant les trois derniers mois de 2024.
Selon des chiffres officiels publiés cette semaine, les exportations chinoises ont augmenté de 12% sur un an en mars - un niveau bien plus élevé qu'attendu.
Cette performance s'explique notamment par l'accélération des expéditions vers les Etats-Unis, les entreprises ayant précipitamment gonflé leurs commandes avant l'entrée en vigueur de la plus grosse part des surtaxes américaines en avril, estiment des experts.

ZONE EURO

Inflation à 2,2 % en Mars

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'est établi à 2,2% en mars 2025, contre 2,3% en février, d'après Eurostat qui confirme ainsi son estimation rapide pour mars, tandis que l'inflation annuelle de l'Union européenne a ralenti de 0,2 point à 2,5%.
Dans la zone euro, les services (+1,56 point de pourcentage) ont contribué le plus au taux d'inflation annuel, suivis de l'alimentation, de l'alcool et du tabac (+0,57 pp), des biens industriels non énergétiques (+0,16 pp) et de l'énergie (-0,10 pp).
Dans l'UE, les taux annuels les plus bas ont été enregistrés en France (0,9%), au Danemark (1,4%) et au Luxembourg (1,5%) et les plus élevés ont été observés en Roumanie (5,1%), en Hongrie (4,8%) et en Pologne (4,4%).

DROITS DE DOUANE

Vers un accord commercial entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni?

Alors que les dirigeants du monde entier tentent de négocier avec Donald Trump, J.D. Vance estime que le Royaume-Uni a de "fortes chances" de parvenir à un accord.
Serait-ce à la faveur de cette "relation spéciale" entre les deux pays dont se vante Keir Starmer? En tous cas, les équipes de Donald Trump "travaillent d'arrache-pied avec le gouvernement britannique" pour parvenir à un accord commercial. Déclaration du vice-président américain dans une interview accordée au média en ligne Unheard.
"Le président aimait la reine. Il admire et aime le roi. Je pense qu'il y a de fortes chances que nous parvenions à un excellent accord, dans l'intérêt des deux pays", ajoute JD. Vance.
Washington a imposé 10% de droits de douane au Royaume-Uni.
Si la ministre britannique du Commerce et des Affaires ne donne pas plus de précisions sur l'avancée des négociations, elle confirme que le pays est en "bonne posture".
"Personne ne veut d'une guerre tarifaire. Conclure un accord serait le meilleur moyen de garantir l'emploi et la croissance dans notre pays", estime Sarah Jones.
Le chef des libéraux démocrates affirme déjà que tout accord devra être "dûment examiné" par les ministres. Trump n'est "plus un allié fiable", dit-il.

Un accord mutuellement bénéfique

Les discussions menées ces dernières semaines, entre des responsables des deux pays, étaient initialement concentrées sur le renforcement de la coopération en matière d'intelligence artificielle, de sciences et de technologie. Elles seraient en train de s'étendre à l'alimentation et à d'autres biens et services.
Londres veut aller vite. Les 25% de frais de douane sur les importations de véhicules aux États-Unis inquiètent. Le pays est le deuxième marché d'exportation des automobiles britanniques.
Il y a aussi, la crainte d'une taxe sur les produits pharmaceutiques. L'Irlande fournit près de 20% de leurs médicaments aux Américains mais le secteur est également important pour le Royaume-Uni. Les produits pharmaceutiques représentaient l'an dernier 12% de ses exportations de l'autre côté de l'Atlantique.

PORTUGAL

Net recul de l'inflation en mars, à 1,9% sur un an

La hausse des prix à la consommation au Portugal a ralenti en mars, à 1,9% sur un an, contre 2,4% en février, selon une estimation provisoire publiée lundi par l'Institut national des statistiques (Ine).
Cette baisse de l'inflation s'explique par une stagnation des prix de l'énergie, selon les données fournies par l'office statistique.
Sur un mois, l'indice des prix à la consommation a progressé de 1,4%, après une baisse de 0,1% en février.
L'indice harmonisé des prix, qui permet la comparaison avec les autres pays de la zone euro, a enregistré en mars une hausse de 1,9% sur un an, contre 2,5% en le mois précédent.
Sur l'ensemble de l'année 2025, l'inflation devrait reculer à 2,3%, après un taux de 2,7% l'an dernier, selon les dernières prévisions de la Banque du Portugal.

DANEMARK

L'inflation atteint un sommet de 9 mois

Le taux d'inflation annuel au Danemark a augmenté à 2 % en février 2025, le plus élevé en neuf mois, contre 1,5 % en janvier.
La principale pression à la hausse provient de la hausse des prix des aliments et boissons non alcoolisées (5,7 % contre 4,4 % en janvier) et du logement et des services publics (2,7 % contre 1,9 %).
Les prix ont également augmenté pour la communication (3 % contre 0,1 %) et la santé (1,8 % contre 1,4 %), tandis qu'ils ont rebondi pour les loisirs et la culture (1,1 % contre -0,2 %) et les vêtements et chaussures (0,8 % contre -0,8 %). En revanche, la croissance des prix a ralenti pour le transport (0,3 % contre 1 %), les boissons alcoolisées et le tabac (1,2 % contre 1,9 %), les restaurants et hôtels (1,1 % contre 1,9 %), et les biens et services divers (2 % contre 2,2 %).
Parallèlement, l'inflation sous-jacente, qui exclut l'énergie et les produits alimentaires non transformés, a atteint un sommet de treize mois à 1,8 % en février, contre 1,4 % le mois précédent.
Sur une base mensuelle, les prix à la consommation ont augmenté de 1 %, après une hausse de 0,6 % en janvier.

AMD et TSMC démarrent les puces en 2 nm

Les deux sociétés ont levé le voile sur la première puce fabriquée avec le processus N2 du fondeur Taïwanais. Le composant en question est un processeur Epyc Venice dédiée au monde du HPC. Cette puce de 6ème génération devrait être basée sur la micro-architecture Zen 6 et son lancement est attendu en 2026. Cette annonce intervient après celle d'Intel de reporter au premier semestre de 2026 la sortie de sa puce Xeon « Clearwater Forest » fabriquée sur le processus 18A (concurrent du N2 de TSMC). En parallèle, AMD et TSMC ont annoncé la validation de la production des Epyc de 5ème génération dans l'usine Fab21 proche de Phoenix dans l'Arizona répondant ainsi aux souhaits de Donald Trump.

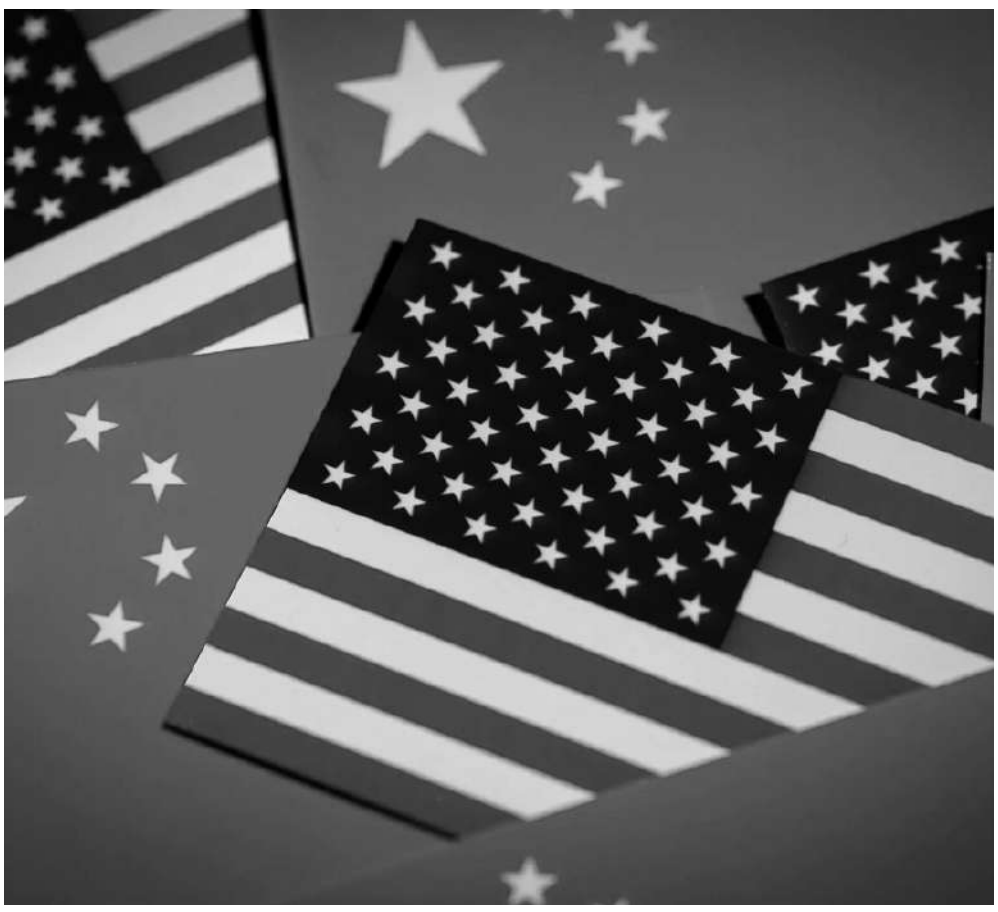
Meta forme ses IA sur des données européennes

Dans un billet de blog, Meta a annoncé que ses modèles d'intelligence artificielle allaient être entraînés avec les publications et les commentaires des utilisateurs européens. Ces derniers vont recevoir des notifications pour accepter ou refuser cette politique. En cas de refus, l'utilisateur sera orienté vers un formulaire d'opposition. La société indique avoir mené une discussion constructive avec la Cnil irlandaise sur ce sujet. Un tacle à l'xAI d'Elon Musk qui fait l'objet d'une enquête du régulateur irlandais sur l'entraînement de Grok avec les données d'utilisateurs européens.

SELON LA CHINE

Les États-Unis ont lancé des cyberattaques avancées dans le pays, contre Huawei notamment

La NSA, l'agence américaine de défense, aurait d'après la Chine orchestré des cyberattaques sophistiquées pendant les Jeux asiatiques d'hiver en février, en ciblant des infrastructures cruciales chinoises. Trois agents américains ont été désignés par Pékin.



Est-on en train d'assister à une escalade dans la guerre d'information que se livrent la Chine et les États-Unis ? Les autorités de Pékin ont en tout cas annoncé, ce mardi 15 avril, offrir des récompenses pour la capture de trois personnes qu'elles identifient comme des agents de la NSA américaine.
Ces individus sont carrément accusés d'avoir mené des cyberattaques avancées lors des récents Jeux asiatiques d'hiver à Harbin, mais aussi contre plusieurs entreprises chinoises, dont le géant des télécommunications Huawei, pas en odeur de sainteté outre-Atlantique.

Des cyberattaques ciblées pendant un événement international, la goutte qui fait déborder le vase chinois ?

Selon l'agence de presse officielle chinoise Xinhua, trois agents américains de la NSA (l'agence de sécurité du pays de l'oncle Sam), identifiés comme Robert J. Snelling, Stephen W. Johnson et Katheryn A. Wilson, auraient visé les systèmes informatiques cruciaux des Jeux asiatiques d'hiver organisés en février dernier. La police de Harbin, ville hôte de l'événement, a émis des avis de recherche officiels contre ces personnes.
Les cyberattaques auraient ciblé l'enregistrement des compétitions, les systèmes d'inscription, et ceux de gestion des arrivées et départs. D'après les autorités de l'empire du Milieu, plus de 270 000 cyberattaques provenant de l'étranger auraient été détectées pendant l'événement. Le but présumé ? Voler les informations personnelles des athlètes et participants, mais aussi perturber la fête.
Car au-delà des Jeux, les agents auraient aussi et surtout mené « à plusieurs reprises des cyberattaques contre les infrastructures informatiques critiques de la Chine ». Là, le débat est tout autre, et parmi les cibles, on retrouve des secteurs stratégiques comme les transports, l'énergie, les communications, mais aussi le géant des télécoms Huawei, qui rappelons-le est sur liste noire américaine depuis 2019.

Les relations entre la Chine et les États-Unis continuent de se dégrader

Ces accusations, dont on mesure la gravité, interviennent alors que la Chine et les États-Unis se déchirent, entre autres, autour des droits de douane. Les deux superpuissances sont engagées dans une guerre commerciale qui s'intensifie, jusqu'à adresser des avertissements de voyage pour les touristes chinois se rendant aux États-Unis, et l'arrêt des importations de films américains sur le territoire chinois.
Autre détail notable, la Chine cite également deux institutions universitaires américaines dans ce dossier. L'Université de Californie et Virginia Tech sont accusées par Pékin d'être « impliquées dans les attaques », sans que leur rôle exact ne soit précisé.
Les autorités chinoises ont fait part de leurs inquiétudes aux États-Unis, appelant Washington à « adopter une attitude responsable sur la question de la cybersécurité ». Pour l'instant, l'ambassade américaine en Chine n'a pas réagi aux demandes de commentaires de la presse. Ces accusations rappellent hélas que le champ de bataille technologique sera un front majeur dans la rivalité entre Donald Trump et Xi Jinping.

Source : Reuters

OpenAI développerait son réseau social pour défier Elon Musk et Mark Zuckerberg

Les réseaux sociaux vont-ils connaître un coup de fouet ? Selon plusieurs spéculations, OpenAI pourrait prochainement s'y inviter avec un nouveau concept.
Imaginez un réseau social similaire à Twitter permettant aux abonnés de générer des visuels grâce à l'intelligence artificielle de ChatGPT. Cela résume à peu près les premières informations qui ont fuité sur le sujet.

Sam Altman s'invite sur le territoire de ses concurrents

Le patron d'OpenAI défie Elon Musk et aurait dans les cartons un nouveau projet. Selon le magazine The Verge qui rapporte l'information, cette idée n'en serait encore qu'au stade préliminaire. En revanche, elle ne manquera certainement pas de froisser son rival propriétaire de X, anciennement Twitter.
Elon Musk avait précédemment envisagé de racheter OpenAI afin d'avoir la mainmise sur les algorithmes de ChatGPT. Le patron de X, Tesla, xAI ou encore SpaceX n'avait pas hésité à proposer 97,4 milliards de dollars. Un brin provocateur, Sam Altman lui aurait rétorqué qu'il n'avait nullement l'intention de vendre, mais proposait de racheter Twitter pour 9,74 milliards de dollars quand Musk en avait déboursé plus de 40 milliards.
Elon Musk ne veut surtout pas voir Sam Altman trôner sur le marché de l'intelligence artificielle. Initialement lancée sous la forme d'une fondation à but non lucratif, OpenAI a adopté une structure hybride en 2019, créant une filiale à profit plafonné (OpenAI Global LLC) pour lever des capitaux et financer ses recherches, tout en conservant sa branche à but non lucratif pour superviser et diriger les initiatives philanthropiques. Un juge californien a rejeté la demande d'injonction préliminaire déposée par Elon Musk contre OpenAI. Le milliardaire cherchait à bloquer la transition de la société.
En parallèle, OpenAI s'invite sur un marché bien connu du géant communautaire Meta détenant Facebook, Instagram ou encore Threads. Meta entraine d'ailleurs les algorithmes de son modèle de langage Llama avec ses réseaux communautaires, tout comme Elon Musk entraine l'IA de Grok avec les publications de X (Twitter).
Pour OpenAI, il s'agirait donc de constituer une nouvelle base pour entrainer ChatGPT. Surtout, cette plateforme miserait sur le partage de publications de qualité et pourrait aussi faciliter la découverte de nouveaux contenus grâce à des algorithmes plus sophistiqués. Et pourquoi pas prédire les prochaines sources de buzz qui enflammeront la Toile ?

NOUVELLE AUDI A6 (2025)

Premières impressions à bord de la berline diesel

La grande routière Audi A6 fait peau neuve. Si elle se met au goût du jour techniquement parlant, ses fondamentaux ne changent pas.

Normalement, elle aurait dû s'appeler A7. C'est en tout cas ce que laissait suggérer les communications d'Audi sur toute l'année 2024 et jusqu'il y a encore quelques mois : les chiffres pairs pour les électriques, les impairs pour les thermiques et hybrides. Mais voilà, sans que l'on ne sache trop pourquoi, les éminences grises du côté d'Ingolstadt ont finalement opté pour un retour au classicisme. Ce qui fait que si l'A4 n'existe plus et que son rôle est assuré par la nouvelle A5, l'A6 thermique, elle, conserve son patronyme. On ne trouve pas ça plus logique que vous, en revanche après avoir approché la nouvelle mouture de la grande routière allemande, on peut vous dire qu'elle est dans la droite ligne de celle qu'elle remplace !

De la place à bord de l'Audi A6 2025

Un look sans surprise pour la nouvelle Audi A6

Côté look, la nouvelle venue ressemble à toutes les récentes productions de la marque aux anneaux, aussi serait-il très simple de ne la qualifier que de "grosse A5". Jusqu'au montant central, l'A6 berline est une copie conforme du break A6 Avant dont nous avons récemment pu prendre le volant. Et si l'arrière sacrifie ici le pratique hayon au profit d'une plus classique malle (notez que la capacité annoncée ne perd que 16 dm3 face au break, avec 452 dm3 ici), les dimensions sont identiques au centimètre près, avec 4,99 m de long pour 1,88 m de large sans les rétroviseurs.
C'est bien de trois quarts arrière que la nouvelle venue est la plus expressive, avec des ailes joliment bombées et des traits de carrosseries subtilement intégrés. Les feux en deux parties feront probablement moins l'unanimité, mais les plus férus de technologie seront ravi d'apprendre qu'ils peuvent être OLED en option, avec 8 signatures lumineuses différentes et un affichage dynamique en fonction des conditions de conduite. Lors d'un ralentissement soudain, ils affichent par exemple un triangle pour avertir les usagers suivants.

Grâce à ses 2,93 m d'empattement, l'A6 est généreuse avec ses passagers arrière. Là où la version électrique du modèle, l'A6 e-tron, impose un plancher relativement haut puisque le pack de batteries est implanté entre les essieux, la variante thermique permet ici une position assise plus naturelle, avec les jambes moins repliées. Les grands trajets en seront d'autant plus confortables, tandis que les assises latérales sont larges et moelleuses.
A l'arrière comme à l'avant, la qualité de finition et les matériaux employés sont à la hauteur des attentes d'une auto de ce segment. Il n'y a qu'un seul grief à ce sujet : la grande pièce de plastique noir laqué du tunnel central, entourant le sélecteur de vitesses, risque de bien mal vieillir ! Pour le reste notez que le package technologique embarqué est pléthorique (sonos Bang & Olufsen, toit panoramique électrochromatique, toutes les aides à la conduite du moment, infodivertissement connecté avec un store d'applications, climatisation quadri zone…) et que la présentation du poste de conduite est désespérément identique à tous les modèles Audi sortis depuis le Q6 e-tron. Sans surprise, il y a donc trop de fonctions sensitives et tactiles sur le volant et la contre-porte de gauche et on retrouve les mêmes écrans incurvés de bonne facture pour les compteurs et le multimédia. Et oui, ici aussi, un pack d'option permet d'avoir un dernier écran supplémentaire pour le passager avant.

Sous le capot de l'Audi A6 2025, que du diesel pour commencer

Si vous avez déjà lu notre essai du break, alors vous savez déjà tout des caractéristiques techniques de la nouvelle A6. Un unique moteur diesel de 204 ch et 400 Nm de couple est pour l'instant disponible au catalogue, tandis que des motorisations hybrides rechargeables seront proposées dans quelques mois. Nos voisins d'Outre-Rhin ont pour leur part droit à des essence de 204 et même 367 ch, puisque le V6 3.0 de la S5 est commandable en Allemagne. Pour le TDI qui nous concerne, notez qu'il est microhybride et qu'un petit moteur électrique de 24 ch et 230 Nm (alimenté par une batterie de 1,7 kWh) se charge de mouvoir la voiture lors des manœuvres autant qu'il fournit un peu de boost lors des accélérations.

L'Audi A6 2025 n'existe qu'avec un moteur diesel au lancement.

Et si l'on regarde du côté du châssis, la berline propose également les mêmes solutions que le break. Trois suspensions sont donc disponibles : passive de série, passive affermie et abaissée de 20 mm pour la finition S Line, et pneumatique en option. La transmission intégrale quattro est bien évidemment présente au rang des options, au même titre que les roues arrière directrices. De quoi garantir une belle agilité à la grande berline, d'autant que la direction progressive à démultiplication variable (en fonction de l'angle du volant) est livrée de série.

Prix de la nouvelle Audi A6

68 550 €, c'est le prix de base de la nouvelle Audi A6, soit 2 000 € de moins que le break Avant. Il d'ores-et-déjà possible de passer commande, mais les premières livraisons n'interviendront que cet été.

Un V12 à vendre moins cher qu'une Dacia Sandero, mais attendez de voir le kilométrage !

En apparence, c'est un Q7 assez ordinaire de finition assez haute. Mais il suffit d'ouvrir son capot pour comprendre l'indécence de l'engin. A la fin des années 2000, Audi lance son Q7 avec un V12 TDI inédit qui n'aura vécu que sur le gros SUV familial. Une courte carrière dans une époque où les Allemands n'hésitaient pas à dépenser des dizaines de millions d'euros en développement juste pour le plaisir de l'image. Tant pis si le modèle se vend peu.

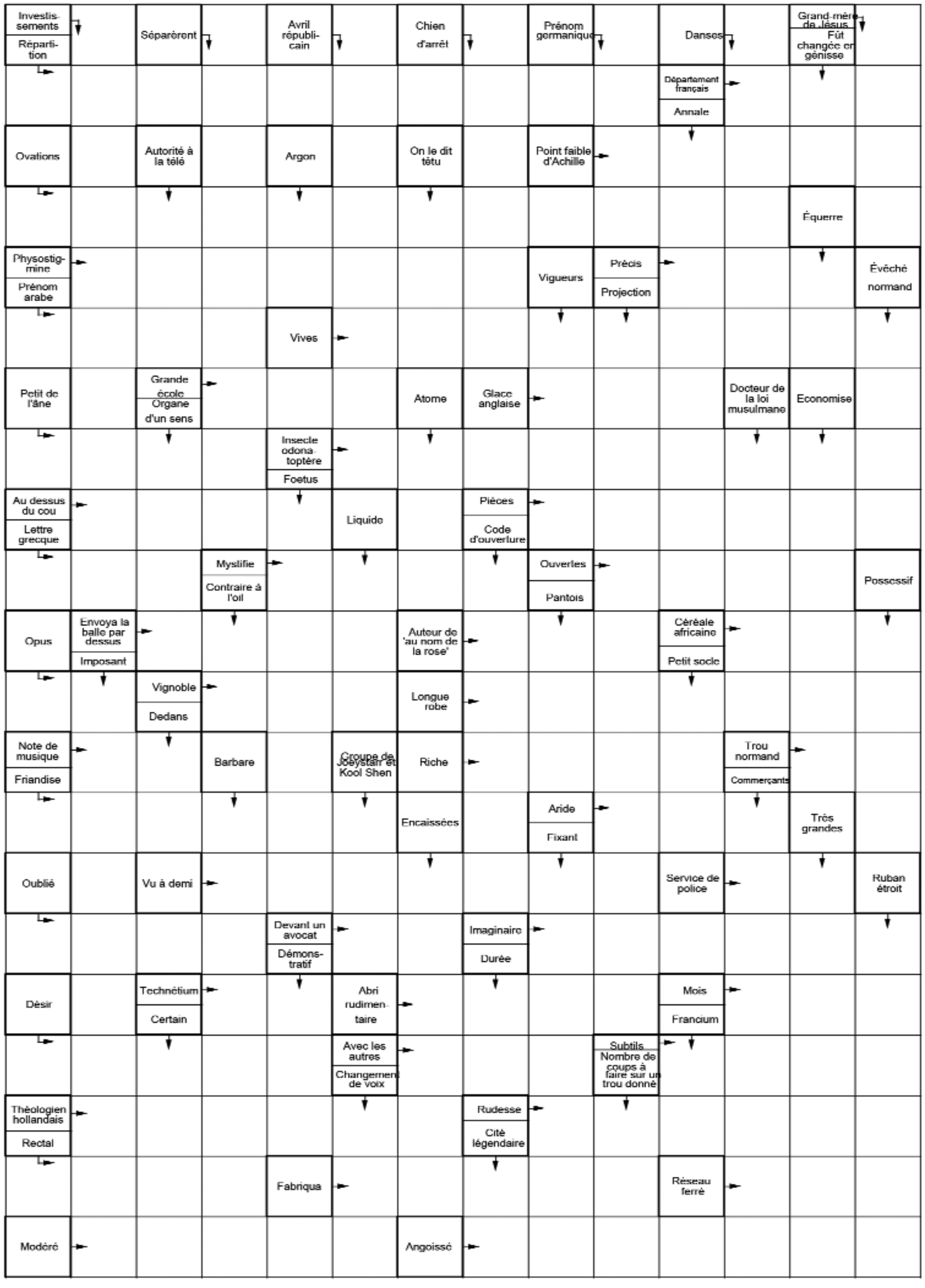
Ce V12, un sacré moteur

Mais il y a vingt ans, le diesel avait le vent en poupe et on ne parlait pas franchement de particules ou d'oxydes d'azote. Pour satisfaire une clientèle exigeante qui désirait voyager vite sans passer à la pompe tous les 250 km, Audi propose cet inédit V12 à la fiche technique assez impressionnante pour un SUV familial de cette génération : bielle et vilebrequin forgés, rampe commune d'injection à 2000 bars, pistons en alliage spécifique… tout était fait pour que les 1000 Nm délivrés par ce V12 et les 500 ch soi supportés par tout ce joli monde. Près de vingt ans plus tard, le Q7 V12 TDI continue d'interpeller. Et de faire peur au moment de passer à la caisse pour l'entretien. Des révisions qui ont dû coûter une petite fortune aux précédents propriétaires de cet exemplaire à la vie fortement remplie.

Le million de kilomètres en V12 !

Cet exemplaire à vendre chez un concessionnaire allemand n'affiche que 2 propriétaires, mais… 911 000 km au compteur. Mieux vaudra acheter cet engin avec toutes les précautions qui s'imposent. Equipé de technologies encore à la page en 2025, ce SUV là impressionne toujours autant, d'autant plus qu'il franchit les 100 km/h en 5,5 secondes malgré ses 2,6 tonnes. Mais c'est là que la douloureuse arrive : suspensions pneumatiques (très chères à réparer en cas de panne), différents problèmes de blocage du FAP ou de la vanne EGR (logique, vu la quantité de suies dégagées par une telle quantité de diesel brûlée), le Q7 V12 n'est pas un cadeau à l'entretien. Et si les plaquettes de freins restent très accessibles, vous risquez de faire un arrêt cardiaque au moment de changer les disques de freins, qui étaient en carbone-céramique de série ! A savoir avant de plonger pour une occasion vendue au prix d'une Dacia Sandero de base. Le luxe, le couple, mais le risque maximal. Oserez-vous ?

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 17 avril 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à plus de 65 dollars

Les cours du pétrole montaient mercredi, la Chine ayant montré des signes d'ouverture à des négociations avec les Etats-Unis sur les droits de douane et sa croissance du premier trimestre étant meilleure qu'attendue. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, prenait 0,91% à 65,26 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mai, montait également de 0,91% à 61,89 dollars. Les prix du brut avaient reflué mardi en raison des révisions à la baisse de la croissance de la demande mondiale, faisant suite à la guerre commerciale lancée par le président américain, Donald Trump. Mais ils remontaient après que "la Chine a déclaré être potentiellement ouverte à des négociations commerciales avec les Etats-Unis", selon des analystes.

MDN

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha reçoit le ministre mauritanien de la Défense

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu mercredi, le ministre de la Défense, des Affaires des Retraités et des Enfants des Martyrs de la République islamique de Mauritanie, M. Henana Ould Sidi Ould Henana qui effectue une visite en Algérie à la tête d'une importante délégation militaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part le Secrétaire Général du ministère de la Défense nationale, les Commandants de Forces, les Chefs de Départements et des Directeurs Centraux de l'Etat-Major de l'ANP et du ministère de la Défense nationale, ainsi que les membres de la délégation mauritanienne, les deux parties ont abordé "les développements sécuritaires dans la région de l'Afrique du nord et le continent africain". Elles ont également échangé "les points de vue sur les questions d'intérêt commun", ainsi que "les voies et moyens à même de renforcer la coopération militaire entre les deux pays frères", précise la même source.

DÉCISION DE PARIS DE DEMANDER À 12 AGENTS CONSULAIRES ALGÉRIENS DE QUITTER LE TERRITOIRE FRANÇAIS

Alger prend acte

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a déclaré mercredi que l'Algérie "a pris connaissance" et "pris acte" de la décision de Paris de rappeler l'ambassadeur de France en Algérie pour consultation et de demander à 12 agents consulaires et diplomatiques algériens de quitter le territoire français. "L'Algérie prend acte et prend connaissance de la décision française", a indiqué M. Chaib sur les ondes de la radio nationale. "Nous n'avons pas encore tous les contours précis des personnes qui sont concernées par cette nouvelle décision que nous regrettons", a-t-il poursuivi. Et de rappeler dans ce contexte que l'Algérie "a clairement indiqué dans le communiqué du 14 avril que la décision d'expulser des agents relevant du ministère de l'Intérieur français est justifiée par le caractère inédit de la crise et de la tension qui a été créée par le ministre français de l'Intérieur (Bruno Retailleau), autour de l'affaire de l'arrestation en France d'un agent consulaire algérien". "En même temps, nous rappelons la teneur de notre dernier communiqué dans lequel on a clairement indiqué que nous sommes en mesure, dans le cadre d'une réponse de fermeté, de prendre de nouvelles mesures en fonction du principe de réciprocité". "La crise et la tension actuelle est la résultante directe de cette machination et de cette théâtralisation de cette affaire créée de toutes pièces par un ministre de l'Intérieur qui l'a conçue en réchauffant une affaire datant de plus de huit mois, liée à un supposé enlèvement de cette personne (Amir Boukhors, dit AmirDZ) et qui a été malheureusement utilisée comme le levain d'une nouvelle manœuvre pour torpiller la relation bilatérale et la dynamique ascendante qui a été voulue par les deux Chefs d'Etat", en l'occurrence le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son homologue français Emmanuel Macron, a tenu à rappeler M. Chaib.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

La ré-industrialisation du pays en marche : un nouvel ordre institutionnel est nécessaire

La volonté de mettre de l'ordre dans le processus de développement industriel et de diversification du commerce extérieur a été fortement exprimée par le président de la république lors de sa rencontre avec les entrepreneurs algériens. L'annonce de porter la part de l'industrie dans le PIB à 13/14% est un défi majeur. Voilà une ambition pour la ré-industrialisation du pays, sujet que cette chronique a souvent abordé. Le diagnostic fait relève avec pertinence les disfonctionnements de la politique de promotion de l'investissement et des dispositifs de promotion des exportations. A travers ce diagnostic et les corrections annoncées par les pouvoirs publics, on peut noter qu'une politique de développement industriel ou tout autre politique ne peut se limiter aux avantages fiscaux, budgétaires et autres facilitations. Ces derniers, s'ils ne sont pas portés par un cadre institutionnel efficient et apte à évaluer les résultats ou au moins la mise en œuvre des instruments de la politique concernée, ne peuvent donner des résultats solides. Deux ans après la promulgation de la nouvelle politique de promotion de l'investissement, on observe des disfonctionnements, des défaillances, des stratégies de contournement/détournement des règles fixées (cas particulier du foncier industriel). Le problème n'est pas dans les incitations (avantages), elles sont même plus généreuses comparées à d'autres pays dans la région ; il est dans la cohérence globale de la politique d'investissement. D'abord la cohérence entre les instruments et des centres de décisions. Lapremière incohérence se situe entre le promoteur de l'investissement (politique d'incitations conduite par l'AAPI) et l'octroi du foncier industriel dont la viabilisation, l'aménagement, l'équipement en infrastructures relèvent à la fois d'une agence du foncier industriel et des Wilayas. La deuxième se trouve dans les rouages des administrations publiques où l'on note des problèmes majeurs relevant soit des interprétations de la réglementation, soit dans des logiques de pouvoirs ; chaque administration (ministère) cherche à s'autonomiser des autres pour garder ses libertés de comportement et ses marges de manœuvres dans l'action. La notion de « Guichet Unique » promue par plusieurs textes est une fiction et au mieux un formalisme de façade vis-à-vis des usagers. N'est-il pas incongru que l'on trouve encore des problèmes de foncier en Algérie ? Ni les nouvelles zones industrielles ne sont achevées, ni les anciennes ne sont modernisées et encore moins la récupération du foncier excédentaire ou résiduel dans le secteur public ; pourtant ces questions ont été examinées et des préconisations données il y a plusieurs décennies.

C'est dans ces deux directions que le travail de réforme institutionnelle par l' « agencification » doit se faire.

Pendant longtemps, les politiques d'industrialisation ont négligé deux facteurs qui se sont révélés décisifs dans leur mise en œuvre: l'administration et le territoire. Aujourd'hui encore, ce sont ces deux facteurs qui bloquent la dynamique de création et de développement des entreprises.

La volonté exprimée par le président de la république risque de rencontrer des résistances dans le microcosme administratif. Au-delà de la résistance au changement, toute naturelle chez les vivants et même parfois légitime, c'est l'incompétence, pas intrinsèque ou individuelle, mais l'incompétence collective ou même systémique qui a la capacité de nuisance la plus forte. Ainsi créer de nouvelles agences, réformer celles existantes, nommer de nouveaux dirigeants, augmenter les budgets ne sont pas une garantie de succès, loin s'en faut. Jusqu'à maintenant, les réformes du cadre institutionnel ont été souvent un jonglage entre EPIC, EPA, SPA, par un mode rodé de permutation de l'un des statuts par un autre ; le résultat a toujours été le même. Ce dont a besoin le système de production algérien dans toutes ses dimensions est un ordre institutionnel nouveau, inédit, tant dans sa dimension organisationnelle que dans celle de ressources humaines.

Le système économique algérien fonctionne depuis des décennies avec les mêmes cadres logiques, les mêmes comportements et les mêmes reflexes transmis de génération à génération.

Par ailleurs, la notion d'Agence n'est pas une question de terminologie ou de sémantique, elle renvoie à un mode gestion ou de régulation de missions dans un cadre défini par des règles de performances, de responsabilité, de « redevabilité », importe peu l'appellation ; aussi le cadre juridique doit être défini en fonction des missions, des objectifs et du contexte de fonctionnement. Malheureusement, à ce jour, les possibilités d'habillage juridique sont restées figées sur les EPIC, EPA et SPA. Rien n'empêche de donner un statut inédit, même si l'administration algérienne privilégie toujours le statuquo et le formalisme sur l'efficacité et l'évolution des catégories juridiques. On donne beaucoup d'importance au contenant et peu au contenu. Libérer le cadre institutionnel et le management pour libérer l'entreprendre et l'investissement. Le fonctionnaire comme l'investisseur sont tous deux à la recherche de protection ; l'économique a besoin de liberté d'action, de flexibilité dans les règles et de mobilité du capital ; s'il est muselé, soit par la législation, soit par les comportements, ce qui est encore plus grave, il ne produit pas les effets attendus.

Libérer l'investissement, libérer le fonctionnaire et libérer les institutions sont de vrais défis pour réaliser le défi de l'industrialisation et de la diversification des exportations.

La question de l'organisation industrielle (stratégie et gestion des chaines de valeurs) devient cruciale. La juxtaposition des usines dans un espace ne constitue pas un système productif, ni une coordination en termes de relations inter firmes qui est à la base de toute politique de valorisation compétitive des chaines de valeurs et dont la finalité est de chercher les chainons manquants et les chaines à faible compétitivité. Il est temps d'introduire dans notre système industriel les formes d'organisation de type Clusters, pôles industriels ou pôles de compétitivité. Dans ces formes d'organisations industrielles, la densification des relations inter-firmes devient possible soit de manière spontanée grâce à la proximité ou l'économie des ressources, soit par des incitations publiques dans un cadre orienté « Compétitivité et chaines de valeurs ». Dans cet ordre d'idée, le président a instruit le gouvernement pour revoir l'organisation de l'exportation du ciment. Il ne faut pas exporter des produits semi-finis (clinkers) dont la composante en énergie,fortement subventionnée, est extrêmement élevée et laisser se réaliser la valeur ajoutée dans le pays de destination. Un traitement similaire doit être opéré pour l'acier et les autres produits à forte composante énergétique. L'administration et les cadres qui ont géré le système rentier ne peuvent pas transformer le fonctionnement en place pour intégrer les dimensions citées plus haut ; ils ne peuvent que reproduire le statuquo. Un grand challenge est attendu pour conduire les orientations du présidentà bon port.